

***Réflexion stratégique pour une  
recherche au service du  
développement***

19 décembre 2007

<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>Première partie : Enjeux critiques de la RpD aujourd'hui : assumer le changement</b>	<b>6</b>
<b>1. Le contenu de la RpD</b>	<b>6</b>
Une recherche pour comprendre les enjeux de l'évolution du monde	6
Une recherche au service d'une croissance équitable et durable	7
<b>2. La géographie de la RpD</b>	<b>9</b>
Vers une croissance équitable et durable : au-delà du «Sud»...	10
Une priorité africaine réaffirmée	10
Une collaboration indispensable avec les pays à revenus intermédiaires et les pays émergents	11
S'ouvrir sur l'Espace euro-méditerranéen	12
<b>3. La relation de la RpD avec les décideurs et les opérateurs</b>	<b>13</b>
Une recherche au service des politiques de développement et de coopération au développement	13
Une recherche soucieuse de la réussite des opérations de développement	14
Une recherche impliquée	15
<b>4. La RpD et la compétition scientifique</b>	<b>15</b>
<b>5. La dimension partenariale de la RpD</b>	<b>16</b>
La collaboration scientifique	16
Conforter les efforts de structuration de la recherche	18
Être à l'écoute des partenaires de la programmation	18
<b>Deuxième partie : Priorités et moyens de la RpD</b>	<b>21</b>
<b>1. La RpD apporte sa contribution aux processus de croissance équitable et durable</b>	<b>21</b>
<b>2. Vers une recherche pour le développement européenne</b>	<b>23</b>
<b>3. Quelques questions clés</b>	<b>24</b>
Diversifier et rationaliser les partenariats	24
Revoir le dispositif d'implantation à l'étranger	25
Renforcer le dispositif de formation	26
Construire une politique des compétences dans la durée	28
<b>4. Le rôle de l'AIRD : une contribution déterminante pour la rénovation du dispositif</b>	<b>28</b>
Conforter les principes de l'AIRD	28
Clarifier le rôle « stratégique » des Ministères	29
Trouver une articulation plus satisfaisante avec l'AFD	30
La relation avec les organismes de recherche	31
Quelle évaluation ? Quel dialogue AIRD– AERES ?	33
<b>Annexes</b>	<b>36</b>

## Introduction

Le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) a décidé, lors de sa séance du 19 juin 2006, qu'une stratégie pour la recherche au service du développement serait établie sous la responsabilité du Comité de pilotage de la recherche pour le développement (constitué par le ministère des Affaires étrangères et par le ministère chargé de la recherche) et soumise à un prochain CICID. Quatre objectifs<sup>1</sup> ont été assignés à cet exercice, conduit par un Comité de suivi et fondé sur une large consultation (cf. annexe 1) :

- « préciser le champ et les priorités françaises de la recherche au service du développement pour la réalisation des *Objectifs du millénaire*, la gestion des biens publics mondiaux dans les pays du «Sud», l'appui au développement durable ;
- traiter la relation entre la stratégie de recherche et la politique d'aide au développement ;
- définir les rôles et les modalités d'intervention des différents acteurs de la recherche française en tenant compte de leurs missions respectives, afin de faciliter les stratégies d'alliance et d'engager une politique d'internationalisation du dispositif français, en particulier au niveau européen et dans les enceintes multilatérales ;
- orienter la mise en œuvre de la fonction d'agence d'objectifs, de programmation et de moyens confiée à l'IRD ».

Cet exercice prend place dans un contexte de relance de la réflexion internationale sur le développement<sup>2</sup>. Le monde de l'aide au développement évolue. La mise en place de grands programmes internationaux de recherche, dont les objets sont localisés dans les pays du «Sud», explique que des pays sans tradition de recherche au «Sud» aient développé leurs investissements dans des activités et centres de recherche aux finalités proches de celles de l'IRD ou du CIRAD<sup>3</sup>. Les fondations privées internationales conduisent aujourd'hui des actions de grande envergure.

Ces évolutions témoignent aussi de l'importance prise par la recherche comme composante de l'influence nationale. Il faut donc que la France soit en mesure d'évaluer ses actions sur la scène internationale et de les réorienter le cas échéant.

Si l'objectif formellement affiché d'une « recherche pour le développement » remonte aux débuts des années 1980, force est de constater que le concept n'a guère fait école, que ce soit dans les instances nationales ou internationales ou chez certains des partenaires du «Sud». Pour certains interlocuteurs, le concept de « recherche pour le développement » (RpD) a acquis une mauvaise image à cause de son histoire et est devenu une singularité française, un handicap pour l'accomplissement des missions des organisations. Pour nombre d'acteurs, il n'existe d'ailleurs pas de recherche pour le développement mais une recherche scientifique qui se doit de dialoguer avec des pays dont la culture scientifique est défailante ou inexistante.

Alors que la mondialisation suscite des attentes chez les uns, des craintes chez les autres, force est de constater qu'elle ne corrige que lentement et surtout de façon très inconstante les inégalités et que le plus souvent elle les accentue que ce soit au plan mondial, national ou local. Cette accentuation des inégalités, avec son cortège de risques (des conflits armés, appuyés sur des oppositions

---

<sup>1</sup> Lettre au président de l'IRD des directeurs de cabinet des ministres délégués à la Coopération, au Développement et à la Francophonie d'une part, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche d'autre part, en date du 22 août 2006.

<sup>2</sup> La question des effets du système de recherche agronomique sur le développement pendant les cinquante dernières années et les orientations à envisager pour l'avenir sont par exemple en train d'être traitées sous l'égide de la Banque Mondiale, la FAO et d'autres agences des Nations Unies ; les résultats de cette réflexion seront publiés en janvier 2008 sous la forme de cinq rapports régionaux et d'un rapport global (« The World Development Report 2008 : Agriculture for Development »).

<sup>3</sup> Ces initiatives peuvent être nationales (impulsées par les États-Unis, le Japon ou le Canada), internationales (GIEC, IGPB, Diversitas, OMS, CGRAI, ISF, Banque mondiale, PNUD, etc.), portées par des Fondations de droit privé (Pew fondation, Bill Gates Fondation, Novartis, Wellcome Trust, Fondation Arabe pour la Science et la Technologie, etc.).

religieuses, aux violences locales, lorsque les plus grandes richesses côtoient la plus grande misère) a certainement joué un rôle dans la relance par les pays développés de l'aide au développement. Compte tenu des limites de cette aide au développement telle qu'elle fut conduite au cours des dernières décennies et de l'accentuation de la diversité des situations et des formes de développement, la recherche se voit aujourd'hui convoquée pour résoudre les multiples questions que pose le développement. Ce tournant relativement récent en France comme dans l'Union européenne interpelle les institutions scientifiques qui sont tenues de répondre à une commande politique et de donner un nouvel élan à la recherche pour le développement, un nouveau sens aussi.

La RpD a longtemps été considérée comme une recherche géographiquement limitée aux pays les plus démunis avec lesquels nous avons gardé des liens particuliers bien après leur indépendance. La pauvreté même de ces pays orientait, en principe, le type de recherche qui s'inscrivait dans une démarche de solidarité, dont témoignent encore les *Objectifs du millénaire pour le développement*. Cette recherche était confiée en France à des organismes dédiés (CIRAD et IRD), qui avaient une certaine visibilité même s'ils ne résumaient pas à eux seuls la RpD, puisque des organismes comme le CNRS ou l'ensemble des Universités avaient, globalement, des activités de recherche au service du développement loin d'être négligeables mais le plus souvent sans visibilité.

La mondialisation est à l'œuvre. Si l'expression « pays en développement » est encore d'usage courant et commode, le développement a pris au cours de ces deux dernières décennies de multiples visages ne permettant plus de s'en tenir à l'opposition pays en développement et pays émergents. Dans le même temps, les questions scientifiques concernant le développement sont devenues plus complexes mêlant des questions locales à des questions globales, dont les conséquences pèsent lourdement sur le développement. Face à ce polymorphisme, la RpD doit se déployer plus largement pour s'adapter aux différentes formes et aux différents stades du développement. Elle doit de façon coordonnée faire appel à l'ensemble des acteurs, nationaux mais aussi européens, de la recherche, universités et organismes, pour gagner en efficacité et assurer une démarche pluridisciplinaire. Si la RpD reste d'actualité, elle doit donc s'organiser différemment et prendre une place nouvelle au sein de la recherche finalisée<sup>4</sup>.

Les travaux prescrits par le CICID, objet du présent rapport, sont donc à la fois une chance et un défi : occasion de questionner le cœur de la recherche pour le développement auprès des différents partenaires et propédeutique pour la conduite des missions de conseil auprès des pouvoirs publics.

La diversité, le morcellement, la dispersion de la RpD rendent la réflexion particulièrement utile. Force ou faiblesse, la spécificité française d'institutions dédiées à la recherche pour le développement crée tout d'abord des devoirs aux institutions en question : si le besoin est avéré, si la demande existe, si la contribution de la recherche pour le développement est déterminante, alors l'ensemble des organismes intéressés doivent se mettre en situation de prendre à bras le corps ces missions et engager les réformes nécessaires. Si les trajectoires ne sont pas aujourd'hui écrites, le statu quo est banni, l'Europe est la nouvelle frontière de l'organisation, un nouveau partage des tâches, voire des regroupements entre organismes, sont assurément à envisager. La pleine effectivité de la fonction d'agence est un défi et une opportunité, un jalon sur cette trajectoire incertaine.

La mise en place de l'Agence inter-établissements de recherche pour le développement (AIRD) modifie en effet aujourd'hui la donne. Elle relance le besoin de définition stratégique, au niveau inter-organismes et éloigne en même temps dangereusement la critique : un certain nombre de problèmes posés aux organismes sont censés se résoudre dans le cadre de l'Agence... Dès la fin des années 1980, il s'agissait, à travers le projet d'agence, d'ancrer la spécificité duale des organismes (organismes de recherche au service du développement) à travers l'articulation agence d'objectifs – organisme de recherche, rendant compte de la nécessité, pour la France et au-delà en Europe, de

---

<sup>4</sup> « La recherche pour le développement est confidentielle et peu mobilisatrice. Or ce n'est pas une recherche qui doit rester réservée à une petite communauté de spécialistes. Elle porte sur des sujets scientifiques d'intérêt mondial, et la protection des biens publics mondiaux. Elle peut et doit contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire. [...] La recherche finalisée est de plus en plus interpellée sur son utilité politique et sociale, sur l'application de ses résultats. Elle doit déboucher le plus souvent possible sur des résultats concrets. Dès lors, sa capacité à valoriser ses résultats, à les traduire en connaissances utiles à l'action, à répondre aux questions stratégiques et opérationnelles que posent les enjeux du développement, est plus cruciale que jamais. » (Note du Haut conseil de la coopération internationale adressée au président de l'IRD)

disposer d'une organisation dédiée pivot, susceptible d'enranger les partenariats, à la fois avec les organismes partageant les missions horizontales auprès des partenaires du «Sud» et avec les organismes de recherche spécialisés. Il ne s'agit plus aujourd'hui d'une perspective lointaine mais d'un projet structurant autour d'un agenda complexe à travers les rôles de conseil des pouvoirs publics (qui suppose de couvrir toute la gamme des recherches et de déployer ses réseaux à l'échelle pertinente), d'ensemblier et de fédérateur des projets de recherche, de promoteur de la coopération avec les communautés scientifiques des pays partenaires, d'interlocuteur privilégié en Europe et auprès des organisations multilatérales.

Ces évolutions créent aussi des devoirs aux tutelles. Mettre en exergue les missions et doter les organisations des moyens adéquats invite à consolider les compétences stratégiques et à déployer cette ambition à l'échelle européenne. Cette réflexion stratégique est l'occasion de mieux faire prendre conscience aux décideurs politiques et à l'ensemble des parties intéressées du changement de paradigme à l'œuvre.

Elles créent enfin des opportunités pour les partenaires. La demande est composite, plurielle. Il n'empêche, l'existence d'interlocuteurs dédiés (organismes de recherche ou agence AIRD) est un incitatif important.

Face au risque de dispersion (compte tenu de la diversité des disciplines, des enjeux, des demandes, des formes d'intervention, etc.), une telle organisation avait besoin d'un cadre de référence, d'un cap, d'un référentiel commun.

## **Première partie**

### **Enjeux critiques de la RpD aujourd'hui : assumer le changement**

Si le concept de RpD est délicat à utiliser, c'est notamment parce que les arguments qui ont pu être employés pour justifier d'en faire un domaine indépendant de la recherche « classique » ne sont plus d'actualité. L'activité « autonome » de la RpD est aujourd'hui mise en cause en particulier par la globalité croissante des enjeux liés au développement. La RpD est certes une recherche particulière qui met en avant des finalités spécifiques aux pays en développement mais il apparaît important de ne pas la couper du reste de la recherche. Si le dispositif est critiqué, si l'expression est parfois récusée, en revanche l'essentiel des interlocuteurs disent la nécessité de renouveler le périmètre problématique et géographique pour continuer d'avoir une recherche dédiée aux questions dites du développement, sans lui attacher une exclusivité organisationnelle. Entre adhérences historiques, exception française (les organismes dédiés) d'une part, ambition épistémologique, défense d'une cause minoritaire et espoirs placés dans l'agence d'autre part, l'impératif de rénovation à la fois conceptuelle et institutionnelle est clair.

Il nous a semblé possible de décrire cet effort de rénovation autour de cinq éléments indissociables, quant au contenu de la RpD, à sa géographie, à ses relations avec la politique d'aide, à sa place dans la compétition scientifique et à son caractère partenarial.

#### **1. Le contenu de la RpD**

##### **Une recherche pour comprendre les enjeux de l'évolution du monde**

Ce qu'on nomme « le développement » constitue un enjeu de société et un enjeu pour les politiques publiques : que la vision soit altruiste (traiter les difficultés spécifiques de certains territoires et réduire la fracture scientifique) ou plus intéressée (du fait des interdépendances sur des enjeux globaux ou de la nécessité de développer les terrains de recherche localisés), la recherche au service du développement est susceptible d'apporter à la fois un soutien stratégique et scientifique aux politiques publiques et un cadre d'action concret. Dans un contexte de globalisation, les pays développés considèrent de plus en plus la réduction de la pauvreté et la préservation des biens publics mondiaux comme étant de leur intérêt. Qu'il s'agisse d'endiguer les flux migratoires, de réduire les risques liés aux déséquilibres de richesse, de prévenir les conflits ou les phénomènes pandémiques ou encore de lutter contre le réchauffement climatique, le « Nord » est intéressé au déploiement de l'aide et de recherches dans les pays moins favorisés. De ce point de vue, l'aide – et la recherche au service du développement – sont le prolongement international de la gestion des phénomènes domestiques.

Grille de lecture et de gestion des enjeux contemporains, le développement durable<sup>5</sup> rend compte de nombre de ces préoccupations mais l'expression ne suffit pas à résumer les objectifs de l'aide au développement. La globalité des enjeux ne saurait en effet masquer certaines spécificités des problématiques du développement et de l'appui à apporter aux politiques et aux communautés de chercheurs. Il est essentiel, par exemple, que les acteurs des pays en développement soient partie prenante des programmes de recherche conduits sur leur territoire. L'exercice de la fonction d'expertise suppose par ailleurs une connaissance des enjeux localisés, des configurations administratives et des spécificités politiques des différents pays. Cette connaissance est aussi indispensable au renforcement des capacités scientifiques des pays en développement. Enfin, un certain nombre de sujets ont toutes les chances de rester orphelins si la RpD est strictement délimitée par des problématiques trop normatives. Il importe de rester ouvert à la diversité des questionnements et des réponses.

La RpD compte en outre une dimension géostratégique et politique. La recherche localisée dans les pays en développement ou dans les pays émergents est un atout pour la compréhension des enjeux de la globalisation et de l'évolution des rapports de puissance. La globalisation accélérée des économies depuis le début des années 1990 est loin d'avoir révélé toute la puissance de ses effets (positifs ou négatifs) alors que c'est en grande partie en fonction de ces impacts (économiques et

---

<sup>5</sup> Voir les travaux du groupe de travail présidé par Roger Guesnerie sur « La recherche au service du développement durable » (2003)

culturels en particulier) que se joue l'avenir. A croissance égale à celle mesurée au cours de la décennie passée, la position de l'Inde et de la Chine dans la distribution des revenus sera ainsi beaucoup plus élevée, ce qui retentit sur toute une série de questions : soutenabilité des comportements de consommation, de la demande énergétique<sup>6</sup>, etc. Par exemple, le simple jeu de « la redistribution de la population par niveaux de pauvreté projetée en 2015 entraîne une redistribution des stocks de migrants observés en 2000 »<sup>7</sup>. Les grands ensembles régionaux actuels (Amérique du Nord, Europe, Russie, Chine, Inde) ou potentiels (Asie du sud est, autour du Vietnam et de la Thaïlande ; Afrique australe, autour de l'Afrique du Sud ; Amérique latine, autour de l'axe Brésil-Argentine) s'organisent en zones d'influence autour d'un (ou de) pays leader(s), affirmant des ambitions de puissance (affichage comme pays donateurs, position de négociateurs influents sur les scènes multilatérales). Ceci a pour conséquence un fractionnement des influences, progressivement combinées à des interactions entre ensembles régionaux ou remplacées par des interactions au sein des mêmes ensembles.

Pour que la RpD épouse les évolutions du monde, elle doit enfin prendre en considération la richesse du concept de développement. Longtemps, la conception dominante a été celle d'un développement du «Sud» mimétique de celui du «Nord». Or l'équation de développement d'un pays donné est tout sauf la transposition des équations de développement des pays développés. Les pays du « Sud » comme les pays du «Nord» vont devoir se confronter conjointement à de nouvelles problématiques auxquelles les pays développés ne se sont pas encore mesurés. Le démenti apporté à la vision mimétique du développement par la diversification des trajectoires, la performance de certaines nations ou la régression d'autres, pourtant promises à un bel avenir (eu égard en particulier à leur dotation naturelle de facteurs), l'échec des politiques successives forment un plaidoyer pour une recherche en situation, auprès des partenaires du développement. Il faut raisonner non pas en termes de transfert de technologies, mais en termes de coproduction de connaissances. La RpD est plus qu'une recherche appliquée, qui ne relèverait que de la transposition des résultats de la recherche. Il s'agit d'une « *recherche impliquée* ».

### **Une recherche au service d'une croissance équitable et durable**

Pour certains interlocuteurs, la spécificité de la RpD est d'être au service des plus pauvres. Ainsi, en matière de recherche agronomique, d'aucuns plaident qu'il ne s'agirait pas seulement de viser l'augmentation de la productivité globale, dans l'espoir que cela profite aux plus pauvres, il conviendrait de cibler les besoins des strates les plus défavorisées. Dans cette ligne, la RpD pourrait donner l'impression de se positionner principalement par rapport aux situations d'urgence des populations, avec des objectifs liés plutôt à leur survie. Pour le Department For International Development (DFID) anglais, la réduction de la pauvreté est de fait l'unique pré-requis pour valider le lancement d'un programme. La réalité de la pratique est sans doute plus complexe que la simplicité de l'affichage ; il n'empêche, la lutte contre la pauvreté fait office de ligne de force pour la coopération britannique.

L'élaboration des *Objectifs du millénaire pour le développement*<sup>8</sup> a abouti à un consensus international et à une certaine évolution conceptuelle partagée à travers le monde. La politique française s'y réfère expressément : « L'objectif principal de la politique française d'aide au développement est de réduire la pauvreté et de contribuer à l'atteinte des *Objectifs du millénaire pour*

---

<sup>6</sup> « Les deux principaux émetteurs de carbone des prochaines années, la Chine et l'Inde, sont des pays pauvres, qui ont un besoin considérable de transfert de technologie et où la politique énergétique reste à définir : il faut en tirer des conséquences quant aux technologies employées et aux investissements à favoriser. L'Allemagne l'a du reste très bien compris en investissant massivement dans le marché ferroviaire chinois depuis quinze ans. Le même raisonnement pourrait être appliqué à l'Inde ou au Brésil : le mandat donné à l'Agence [AFD] est d'obtenir, avec un coût le plus bas possible pour le contribuable, un impact maximal sur les émissions de carbone et les politiques énergétiques des pays aidés. » (audition de Jean-Michel Sévérino, directeur général de l'Agence française de développement, Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, janvier 2007)

<sup>7</sup> Denis Cogneau, Sylvie Lambert, « L'aide au développement et les autres flux «Nord» - «Sud» : complémentarité ou substitution », rapport du CEPREMAP pour le Centre de développement de l'OCDE, janvier 2006.

<sup>8</sup> Les *Objectifs du millénaire pour le développement* retiennent huit objectifs : éliminer l'extrême pauvreté et la faim, assurer une éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, assurer un environnement durable et mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

le développement à l'horizon 2015. »<sup>9</sup> La RpD ne peut donc s'abstraire de ce cadre. Cela ne signifie pas qu'il résume le périmètre de son action et ce pour plusieurs raisons :

- même si 2015 n'est pas un horizon de court terme, la RpD peut s'intéresser à des objectifs à plus long terme ;
- les OMD ont l'énorme avantage de constituer des objectifs partagés par l'ensemble de la communauté internationale dont on critique souvent l'action en ordre dispersé. Mais le monde fait face à biens d'autres enjeux ayant des répercussions en termes d'inégalités de développement, qui méritent que des travaux de recherche soient entrepris pour en éclaircir la compréhension et les solutions ;
- la liste des OMD est limitée : des problématiques entières de développement ont ainsi été négligées, comme les questions relatives aux maladies de transition ou chroniques ;
- enrichir la conception du développement, au-delà de l'accès aux services comme l'éducation, ou la santé, c'est aussi considérer de façon positive les ressorts de la croissance : infrastructures, appui aux institutions, investissement productif<sup>10</sup>, accès aux marchés. Du point de vue de la croissance, du développement, de la production de connaissances, les modèles linéaires de régimes d'innovation (la chaîne de la «Recherche/Développement»), se sont diversifiés, reconnaissant le rôle des régimes alternatifs d'*«innovation endogène»*.

La sortie d'une vision trop caritative du développement est cependant difficile et les OMD ne sont pas, de ce point de vue, d'un utile secours, en particulier parce que leur financement est censé venir de l'aide internationale plus que des ressources nationales.

« Nous les développés, les riches, nous savons transmettre des techniques d'amélioration de la santé, nous savons transmettre des techniques d'amélioration de l'éducation, spectaculaires même, nous savons empêcher la famine, nous savons parfois, pas partout, mettre fin à des guerres ou à des conflits, nous ne savons pas transmettre les secrets du développement. Cela m'est apparu aussi simple et violent que ça.[...] Le développement, c'est principalement deux choses. La première, cela consiste en des infrastructures qui permettent de fabriquer, de produire, de collecter et de distribuer, et puis la seconde, c'est que, utilisant les infrastructures, il y ait tout bonnement les entreprises, et notamment les entreprises privées qui s'en servent et qui les fassent marcher», déclarait Michel Rocard<sup>11</sup>, comme si nous avions seuls les « secrets du développement », alors que les pays émergents ont parfois bousculé nos recommandations et les préconisations de nos théories du développement.

Le changement économique et social fait évoluer les positions politiques et géopolitiques. Il soulève conflits et tensions. La mondialisation réussit à réduire la pauvreté, mais elle peut aussi augmenter les écarts tant macro que micro, avec un creusement des inégalités, en particulier au sein des pays. Le PIB augmente – peut-être moins quand il est calculé par habitant – les indicateurs de qualité de vie s'améliorent, mais la différence entre les revenus et les conditions de vie du premier et du dernier quintile peut s'accroître. C'est pourquoi l'action en faveur du développement, vue sur le mode caritatif avec des « riches » et des « pauvres », un « Nord » et un « Sud », ne saurait suffire,. Comme le disait G. Balandier il y a déjà une quinzaine d'années, « *il y a du Nord dans le Sud et du Sud dans le Nord* ». C'est encore plus vrai aujourd'hui. Même si les pays émergents (Chine, Brésil, etc.) sont particulièrement représentatifs de cette tension entre abondance et pauvreté, tous les pays et tous les continents sont concernés. Le sous-développement et le « mal développement » sont sans frontières, ce constat devrait conduire à un profond changement de paradigme.

« Les défis démographiques de la planète ont changé. Nous vivions hier dans la peur malthusienne d'une population en augmentation exponentielle dans le tiers-monde ; or ce seront plutôt les

---

<sup>9</sup> *Politique française en faveur du développement - Document de politique transversale*, Projet de loi de finances pour 2006.

<sup>10</sup> La question de la part de l'APD réellement mobilisée sur les programmes de développement économique comparée à la lutte contre la pauvreté mériterait d'être traitée.

<sup>11</sup> Audition par le HCCL, 31 mai 2007.



contrastes, y compris au sein des pays en développement (PED), qui domineront les prochaines décennies.<sup>12</sup> »

Sur ces sujets, il n'y a pas forcément de spécificités géographiques et thématiques. L'échelle peut être celle d'un monde globalisé. Certes, les terrains d'action de la Recherche pour le Développement sont différents mais les problématiques sont souvent les mêmes. La RpD doit répondre à la question de la construction d'une économie pérenne en faveur des populations du «Sud» et de la réduction des inégalités inter et intra nationales. Elle doit aider à concevoir des modèles de croissance équitable et durable.

**Extrait de « Inégalités dans le monde : poids et mesures » Lettre du CEPII n° 242, février 2005**

« La mondialisation n'est pas globale si s'entend par mondialisation un mouvement d'extension du capitalisme aux pays pauvres qui tendrait à rapprocher leurs niveaux de vie de ceux des pays riches : un certain nombre de pays pauvres sont exclus de ce processus et, parmi les pays "intermédiaires", certains ont régressé. Au total, les inégalités entre pays s'accroissent et il est encore trop tôt pour voir dans le palier atteint par l'indicateur depuis 2000 l'amorce d'une rupture par rapport aux tendances passées. [...]

L'impact social et politique des écarts entre riches et pauvres au sein d'une même nation est certainement plus sensible que celui des écarts entre pays à bas revenu et habitants des pays à haut revenu. De ce point de vue, la baisse de l'indicateur des inégalités mondiales délivre un message certes positif mais qui reste d'une portée limitée. Plus intéressantes en revanche seraient les conclusions à tirer du fait, qu'en moyenne, au niveau mondial, les inégalités internes progressent. »

## **2. La géographie de la RpD**

Considérer la problématique du développement comme un enjeu planétaire, dans un monde globalisé, délie les attaches territoriales, invite à considérer le monde en dehors de la zone inter-tropicale.

La recherche pour le développement, c'est donc celle qui aide à accomplir la combinaison entre : (1) objectifs de croissance avec réduction de la pauvreté et des inégalités et (2) construction de Biens Publics Mondiaux au nom d'une responsabilité sociale et environnementale. Croissance et partage des richesses, équité et durabilité, telle est l'actualité de la problématique du « développement ».

Or, cela vaut pour les PMA bien sûr, mais également pour les pays à revenus intermédiaires, pour les pays émergents, voire pour les pays développés. Géographiquement parlant, la RpD va contribuer ainsi à opérer un continuum des PMA aux pays développés, non pas dans le sens d'une vision homogène du monde, mais pour porter au sein des questions globales une préoccupation particulière sur équité et durabilité.

Autrement dit, la RpD va à la fois se globaliser (et non plus être une recherche pour le « Sud », ou pour l'Afrique, ou pour les pays pauvres) pour affronter les problèmes planétaires et la nouvelle géopolitique mondiale et en même temps : (1) elle ne va pas renoncer à la solidarité (réduire l'asymétrie des capacités de recherche) et (2) se doter d'une spécificité (équité et durabilité) pour ne pas se « diluer » dans une recherche unique mondialisée.

Plus précisément géographiquement, cela donne : une priorité à l'Afrique sub-saharienne ; un ancrage fort en Méditerranée ; une action en faveur de l'intégration régionale dans la Péninsule indochinoise, le Pacifique, les Caraïbes, l'Océan indien et en Amérique latine ; le déploiement dans les pays intermédiaires et émergents sur équité et durabilité dans les Biens Publics Mondiaux et un positionnement Outre-mer clarifié (convergence économique, intégration régionale et préservation de l'environnement).

Les formes d'implantations doivent enfin évoluer sensiblement pour tout à la fois tenir compte des conditions d'accomplissement des missions, des priorités et des potentialités offertes par la conclusion de partenariats nationaux et internationaux, particulièrement dans le cadre de l'Agence. Le poids de l'Histoire et les formes immuables ne sauraient tenir lieu d'éléments de justification *a priori*. Les

<sup>12</sup> Jean-Michel Severino : « Se préparer aux nouveaux défis démographiques »

implantations non justifiées, les formes non pertinentes, la mesure des risques (zones d'insécurité) appelleront des choix.

### **Vers une croissance équitable et durable : au-delà du «Sud»...**

En ce qui concerne les défis liés à la globalisation comme la gestion des pandémies, les changements climatiques ou la biodiversité...<sup>13</sup>, les pays en développement sont fréquemment à la fois « cause », « victime » et « solution ». La problématique du développement a longtemps désigné un espace d'intervention qui justifierait de manière quasi « naturelle » les lieux et les pays concernés.

D'un côté, il ne faut pas négliger « le facteur géographique de la grande pauvreté, en dehors de l'impact que peuvent avoir les institutions économiques et sociales sur le développement.<sup>14</sup> » Le «Sud» est aussi le terrain de prédilection de la recherche agronomique car il est le lieu des grandes problématiques mondiales actuelles. Par ailleurs, si la RpD a vocation à consolider l'aide au développement en termes d'expertise, le périmètre géographique d'intervention de la recherche doit être logiquement le même que celui de l'aide au développement, d'où un investissement particulier dans les zones de solidarité prioritaires. En ce qui concerne les « pays les moins avancés », il ne suffit pas d'en faire la cible naturelle d'une action publique au service du développement. Il importe d'identifier leurs caractéristiques. Dans la définition qu'il donne des PMA, le HCCI met l'accent sur l'hétérogénéité des pays appartenant à cette catégorie mais relève comme caractéristiques communes : la faiblesse des structures publiques, la sous-administration, l'insuffisance de la production des biens publics (santé, éducation, recherche) et de la protection de l'environnement, l'insécurité, la surexposition aux pandémies (« attisées par les carences alimentaires et l'insuffisant accès à l'eau et aux soins de santé »).<sup>15</sup>

D'un autre côté, il n'y a pas forcément de spécificités géographiques et thématiques. L'échelle peut être celle d'un monde globalisé. La question des biens publics mondiaux éclaire ces enjeux géographiques. L'objet de la recherche n'a pas à être tropical ou non, il faut cependant qu'il soit en relation avec les biens publics mondiaux. La recherche doit être mondialisée, en incidente elle traite donc simultanément les problématiques du «Sud». Le «Sud» ne sera bientôt plus une notion géographique, en particulier d'un point de vue développement durable. En revanche, on l'a dit, des « *espaces de non durabilité* » émergent à travers le monde. Cette émergence se fait d'une façon fractale, ce qui signifie que des inégalités de développement se manifestent localement au sein d'un continent, d'un pays ou d'une ville.

La RpD doit arriver à déterminer les régions où le manque de connaissances est un facteur limitant du développement et contribuer au soutien aux capacités locales.

### **Une priorité africaine réaffirmée**

Le continent africain traverse aujourd'hui une phase de changements profonds et rapides. Les pays d'Afrique – et du pourtour méditerranéen – représentent un fort potentiel d'instabilités politiques, économiques et sociales pour les pays du «Nord». Il existe donc un intérêt majeur à travailler sur ces territoires. Pour autant, les pays du continent africain n'ont pas le monopole de ce qui ne va pas dans le monde, les actions de développement et de recherche ne doivent en tout cas pas se limiter au monde africain francophone. Il faut donc diversifier les partenariats, notamment avec les pays anglophones ou lusophones et y inclure des critères de compétitivité et d'excellence afin de clarifier

---

<sup>13</sup> « Le mandat de l'Agence française de développement a été redéfini autour de trois finalités qu'il s'agit aussi de lier entre elles : la promotion de la croissance économique des pays dans lesquels la France intervient ; la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités ; la prise en compte des problématiques climatiques, environnementales et sanitaires globales. » Audition de Jean-Michel Severino, Commission des Affaires étrangères, janvier 2007

<sup>14</sup> Exemple donné par le Conseil scientifique de l'IRD des zones tropicales, en ce qu'elles constituent des zones de diffusion des grandes maladies endémiques à transmission vectorielle impliquant forte mortalité, forte fécondité et faible accumulation de capital humain. Les maladies endémiques sont un facteur de « trappe à pauvreté » dans les zones tropicales. Il importe donc de connaître les caractéristiques des zones géographiques pour faire émerger des problématiques qui ne ressortissent pas de celles des pays du «Nord».

<sup>15</sup> Haut Conseil de la coopération internationale, « Pour une coopération adaptée aux besoins des PMA », rapport de la Commission n°1 du HCCI en vue de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (mars 2001).

nos interventions. L'action de la France en faveur d'une meilleure articulation du potentiel du monde anglophone par les pays de l'Afrique francophone serait une contribution utile à leur développement futur.

L'ancrage « tropical » et les adhérences post-coloniales sont des arguments déterminants pour amener certains interlocuteurs à récuser le modèle français de recherche au service du développement et son organisation. On ne peut faire fi de ces critiques trop facilement. L'IRD dispose encore de quelques centres qui sont essentiellement un héritage de l'histoire et se concentrent en Afrique francophone. Ils représentent une richesse... mais une richesse à partager. Leur pérennité est liée à un transfert négocié, à plus ou moins long terme, aux autorités locales chargées de la recherche et/ou de l'enseignement supérieur.<sup>16</sup> Le CIRAD a pour sa part engagé dans les années 1980 et 90 le transfert des centres de recherche qu'il gère vers les institutions nationales. Les organismes de recherche agricole nationaux d'Afrique qui ont pris le relais ont été extrêmement fragilisés par les effets de la politique d'ajustement structurel. Le développement du concept de système national de la recherche agricole, diversement appliqué, conduit cependant les universités à prendre une part plus importante dans les efforts nationaux de recherche agricole. Les nouveaux dispositifs mis en place (pôles de compétences et unités de recherche en partenariat – PCP, URP –) sont fondés sur cette mutualisation de la recherche et de la formation entre universités et organismes nationaux<sup>17</sup>. Ils restent cependant fragiles, même quand la coordination est assurée par des chercheurs nationaux. A noter que de nouvelles initiatives sont prises à l'échelle nationale sans la participation du CIRAD (Madagascar), que des organismes de recherche internationaux commencent à s'intéresser à ces dispositifs s'ils ont une vocation régionale (CATIE et CABI), que le CNRS les inclut dans ses dispositifs internationaux (groupements de recherche internationale - GDRI), que les futurs montages devraient associer le CIRAD et l'IRD (Thaïlande). Ces signaux indiquent les évolutions que pourraient prendre ces dispositifs pour répondre aux enjeux d'une politique française de recherche pour le développement renouvelée, dont la mise en œuvre serait facilitée par l'Agence (cf. infra 2<sup>ème</sup> partie).

### **Une collaboration indispensable avec les pays à revenus intermédiaires et les pays émergents**

Une compétition considérable voit aujourd'hui le jour entre les pays du « Nord » pour s'impliquer auprès des pays émergents. La collaboration avec les BRICs<sup>18</sup> est nécessairement différente de celle avec les PMA. Il faut en effet différencier les partenariats avec les pays ayant atteint un certain niveau de développement tant au niveau scientifique qu'économique qui en font des partenaires compétitifs et d'excellence<sup>19</sup>, des partenariats avec des pays « pauvres » où les dispositifs scientifiques et les besoins sont différents. En outre, les pays émergents peuvent avoir un rôle d'animation régionale. Il faut d'une façon générale s'appuyer sur les pays ayant une vocation de pôle régional important et qui hébergent le siège d'institutions régionales et/ou internationales significatives en matière de recherche : par exemple, le Sénégal pour l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Sud pour l'Afrique australe et l'Océan Indien, le Brésil pour l'Amérique latine, la Thaïlande pour l'Asie du Sud-Est, le Maroc ou l'Egypte pour la rive Sud de la Méditerranée. L'articulation entre représentations autour d'axes structurants doit être faite grâce à des mécanismes concrets de concertation : par exemple Sénégal et

<sup>16</sup> L'exemple de l'Institut Pasteur mérite d'être cité. La logique d'implantation des instituts liée à l'histoire de la colonisation française a été complétée par une logique plus stratégique. Dans l'objectif de réaliser une étude mondiale de la santé humaine et de répondre à l'apparition de nouvelles pandémies dans les régions du « Sud », de nouveaux centres ont été créés. Au Laos par exemple, l'Institut Pasteur a installé un nouveau centre répondant à sa logique de maillage des maladies émergentes dans la région asiatique. L'implication des autorités locales dans la gestion de ce réseau est revendiquée pour que les instituts puissent se développer et travailler de façon pérenne.

<sup>17</sup> J.J. Gabas, O. Niangado – Evaluation des pôles de compétences en partenariat en tant que nouvelle démarche de coopération du CIRAD. CIRAD, octobre 2004, 45 p.

<sup>18</sup> Jean-Michel Sévérino reconnaît la difficulté à communiquer sur la collaboration scientifique avec un pays comme la Chine, dans la mesure où une analyse superficielle conduit à dénoncer toute aide publique au développement en faveur de la Chine. « Il ne s'agit pourtant pas de faire œuvre de générosité mais de rechercher un impact direct sur les conditions de vie des Français, par le biais d'un nouveau type de politique publique, déclaré comme de l'aide publique au développement, en vertu de la comptabilité internationale, même si cela n'a rien à voir avec les actions menées traditionnellement en Afrique. » (Audition à l'Assemblée nationale, déjà citée)

<sup>19</sup> Lors de cette même audition Philippe Étienne, alors Directeur général de la Coopération internationale et du Développement (DGCID) soulignait que « la coopération universitaire et scientifique, en particulier la formation des élites chinoises, indiennes ou brésiliennes, constituait un mode d'intervention stratégique pour renforcer l'influence de la France à moyen terme. »

Bénin pour l'Afrique de l'Ouest, Afrique du Sud et Kenya pour l'Afrique de l'Est, Thaïlande et Vietnam pour l'Asie du Sud-Est, Brésil et Pérou pour l'Amérique amazonienne.

#### **L'initiative française pour la recherche agronomique internationale**

Le rapprochement entre l'INRA et le CIRAD a donné lieu à la création d'un GIP, l'« Initiative française pour la recherche agronomique internationale », l'IFRAI. L'objectif de cette initiative est de mobiliser l'ensemble des compétences françaises en recherche agronomique sur des questions de dimension internationale. L'IFRAI opère en facilitant la réflexion stratégique entre les équipes des deux organismes. Trois chantiers thématiques (la santé animale, la forêt et l'horticulture), quatre chantiers géographiques (la Méditerranée, le Brésil, la Chine, l'Inde) et un dossier international (le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale) ont été ouverts dans un premier temps. Les réflexions des binômes thématiques ont permis d'identifier des projets de recherche mis en œuvre conjointement par les organismes ou des structures facilitant la mise en commun des compétences des équipes. Des moyens incitatifs (crédits de recherche, post doc) ont été réservés par les deux organismes.

L'ambition de l'IFRAI est de mobiliser des compétences au-delà de celles des deux organismes, en France et en Europe, pour répondre aux enjeux d'une agriculture dont le rôle dans le développement du Monde est mieux reconnu, mais qui doit s'adapter à de nouveaux défis.

#### **S'ouvrir sur l'Espace euro-méditerranéen**

Dans deux ans est prévue l'ouverture du grand marché euro-méditerranéen voulu dans le processus de Barcelone. Dans le domaine agricole par exemple, la crainte des pays du Sud et de l'Est est de voir s'édifier de nouvelles barrières sanitaires en lieu et place des barrières tarifaires. En effet, l'Europe a créé une *Agence de sécurité alimentaire* afin de mieux réguler les normes sanitaires appliquées aux produits consommés en Europe, notamment ceux qui sont importés. Cette action européenne illustre bien le phénomène de régulation qui peut être sous jacent à la globalisation des échanges. D'un côté, il s'opère une dérégulation économique et de l'autre une régulation politique qui fait de plus en plus appel à la science pour se construire. La science est très souvent appelée à la rescousse comme lieu de prévention des risques et de précaution. Cependant, le manque d'appareil de recherche performant et de structures techniques fiables dans certains pays du «Sud» implique que, malgré les efforts engagés pour que des réglementations et des institutions nationales appropriées se constituent, ces normes nationales au «Sud» sont encore dépendantes d'expertises réalisées au «Nord».

Ce processus euro-méditerranéen laisse aujourd'hui une place insuffisante à la recherche. C'est le constat fait par les participants à la première Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'enseignement supérieur et la recherche, tenue au Caire en juin 2007. L'INRA et le CIRAD avec onze autres partenaires du pourtour méditerranéen et la Commission européenne s'engagent dans l'organisation d'un réseau, ARIMNet, destiné à coordonner les programmes de recherche agricole dans la Méditerranée. C'est un exemple du changement d'échelle nécessaire pour que le partenariat scientifique en Méditerranée passe d'une coopération «Nord-Sud» à une vision commune sur des enjeux totalement partagés par les sociétés autour de la Méditerranée. On approche ici une des limites de la recherche pour le développement, qui n'a pas conduit à diminuer la fracture scientifique entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, que ce soit dans le domaine de la recherche agricole ou dans d'autres secteurs. Ce changement d'échelle pourrait être facilité si la recherche est prise en compte dans le projet d'Union de la Méditerranée porté par la Présidence de la République française.

Un autre exemple concerne l'initiative française d'un dispositif inter-universitaire euro-maghrébin. Fin 2006, les universités publiques des pays du Maghreb et des universités membres des conférences francophones européennes ont constitué un Conseil académique des universités francophones euro-maghrébin (CAUFEM). Ce conseil a pour mission de favoriser le dialogue entre les enseignants-chercheurs de part et d'autre de la Méditerranée en constituant des solidarités inter-régionales pour le développement des connaissances et leurs applications aux grands enjeux sociétaux.

### 3. La relation de la RpD avec les décideurs et les opérateurs

#### Une recherche au service des politiques de développement et de coopération au développement

Pour juger de la pertinence de la programmation de la RpD, la question centrale est : « *En quoi le sujet de la recherche contribue-t-il au développement ?* » Une réponse des chercheurs (mais pas exclusivement d'eux) à cette question doit impérativement être exigée, et les critères de développement doivent être considérés comme des indicateurs pour l'évaluation. En d'autres termes, la RpD a deux dimensions : avoir pour finalité le développement et s'appliquer au développement.

Les acteurs de la recherche pour le développement contribuent potentiellement par leurs travaux à l'élaboration des politiques et des actions. Ils peuvent le faire plus directement, aux côtés des autres acteurs de l'aide. La puissance des nations et des pôles régionaux est de plus en plus corrélée à la compétence scientifique et technologique et à la capacité à argumenter dans les débats et controverses à composante scientifique. Le « retour de l'aide » au développement suppose également de s'organiser pour faire valoir ses arguments dans les débats scientifiques et les négociations multilatérales<sup>20</sup>. La recherche pour le développement contribue à identifier les nouveaux problèmes auxquels les ministères concernés doivent s'attacher. Pour cette raison, les opérateurs de recherche doivent prendre toute leur place dans la constitution d'une compétence stratégique au service de la coopération au développement. De la même façon, les décideurs politiques et les opérateurs de l'aide doivent être associés à la programmation de la recherche pour le développement. Autrement dit, l'articulation entre le scientifique et le politique fait partie de la spécificité de la recherche pour le développement.

Le récent Prix Nobel de Physique, Albert Fert, déclarait dernièrement<sup>21</sup> : « *On ne peut imposer une finalité stricte à la recherche. (...) Une agence de financement est un instrument intéressant pour booster certaines directions de recherche et soutenir les bonnes équipes. Mais elle choisit des thèmes, elle sélectionne des orientations. (...) Une agence et un grand organisme n'ont pas la même fonction* ». Il faut garder à l'esprit cette recommandation, garante des fonctions critiques et novatrices de la recherche (qui ne peuvent pas être seulement déclaratives, elles doivent faire l'objet d'évaluation). Néanmoins, cet espace d'indépendance étant préservé, la RpD se doit de porter un important changement quant aux relations entre le scientifique, le politique et l'opérationnel, étant entendu que ce changement n'est pas seulement à la charge de la recherche, mais de l'ensemble des acteurs concernés. La logique de l'Agence, dont il sera question dans la deuxième partie, participe fortement de ce processus de changement.

Aux échelons européen et international, ce portage doit également être assuré, au niveau des institutions communes et/ou par quelques acteurs davantage impliqués. Il y a incontestablement un certain nombre de pré-requis pour réussir une stratégie d'influence à l'international : identifier les lieux où se prennent les décisions et savoir y être présent ; comprendre les logiques d'influence et savoir renouveler ses pratiques en conséquences ; savoir être plus réactif pour répondre aux questions urgentes, voire les anticiper ; mettre en place un dispositif cohérent propice aux convergences sur les grands enjeux internationaux. Il ne faut pas être naïf : la question posée est aussi celle du poids du savant, de son influence sur la mise à l'agenda des problèmes dans les enceintes nationales et internationales, de sa capacité à peser sur les décisions. La participation à des programmes de recherche internationaux<sup>22</sup>, la prise d'initiatives pour l'organisation de colloques ou de tables rondes, les positions obtenues dans les structures internationales, les publications conjointes avec des chercheurs du « Nord » et du « Sud », la capacité à faire alliance avec « le politique », sont autant de

<sup>20</sup> La France et l'aide publique au développement, COHEN Daniel, GUILLAUMONT JEANNENEY Sylviane, JACQUET Pierre, Conseil d'analyse économique, Paris, La Documentation française, 2006

<sup>21</sup> *Le Monde* du 25 octobre 2007

<sup>22</sup> La démarche qu'entreprennent l'IRD et le CIRAD au sein de la Commission de la Recherche Agricole Internationale (CRAI) sont un exemple de la volonté de travailler ensemble pour faciliter l'insertion à l'international. Cette commission est un organe de concertation entre les organismes de recherche français (CIRAD, INRA, IRD, CEMAGREF) et le ministère des affaires étrangères, le ministère de l'agriculture et de la pêche, et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. La CRAI est l'interface entre les organismes français de recherche et le système de recherche agricole internationale, dont le GCRAI est une composante. La CRAI est également interface entre la recherche française et les autres organisations européennes ou internationales qui s'occupent de recherche agricole (GFAR, IERAD, ERA-ARD, ECART).

marques de l'insertion dans une communauté internationale de recherche de haut niveau. Sur ces sujets, les interlocuteurs rencontrés se sont souvent montrés sévères : pas ou peu d'idées françaises influençant les débats à la Banque mondiale et au FMI, absence de chercheurs français dans les grands forums internationaux où la réflexion a lieu.

#### **L'aide au développement européenne et la recherche : un jugement sévère<sup>23</sup>**

« L'hégémonie des universités américaines produit en matière de développement les mêmes effets que dans tous les autres domaines de la recherche, la Banque mondiale la relayant largement à l'instar de ce que font les grandes entreprises américaines dans le domaine des biens et services. Face à cet effort remarquable, qui n'est évidemment pas critiquable en soi, l'Europe apparaît faible et dispersée, ce qui engendre un véritable monoculturalisme de l'économie du développement qui lui est un véritable problème. Le Royaume-Uni, les pays Nordiques, la France sont chacun des émetteurs d'idées et d'influence. En revanche, les services de la Commission sont en fait une administration de gestion dépourvue de dimension de recherche et dont les multiples travaux commandés aux universités ne débouchent sur aucune synthèse en matière de politique ou d'économie du développement. »

Les efforts du CIRAD et de l'IRD, depuis deux ans, appuyés par l'Académie des Sciences et le Haut Conseil de la Coopération internationale, laissent entrevoir une prise de conscience des enjeux au sein même de la Commission.

#### **Une recherche soucieuse de la réussite des opérations de développement**

De façon pragmatique, la RpD est susceptible d'améliorer l'élaboration, la conduite et l'évaluation des opérations. Pour que l'aide apportée par les Britanniques trouve une issue pertinente sur le terrain, les autorités britanniques déploient ainsi les efforts de la recherche pour connaître les contextes dans lesquels les programmes vont être mis en œuvre. Cette ambition est partagée par la coopération française, elle est fortement affichée aujourd'hui par l'AFD (cf. l'importance accordée à la production intellectuelle), mais elle peut certainement encore progresser dans la pratique. De nombreux échecs de programmes d'aide au développement sont en effet la conséquence de la méconnaissance des milieux et des bénéficiaires de l'action. L'ignorance conduit à des erreurs d'appréciation dans la définition des objectifs et dans le choix des partenaires et des méthodes. A titre d'exemple, l'AFD constate que l'échec de la majorité des partenariats public-privé repose sur une absence de connaissance du terrain, par exemple sur un mauvais traitement de la question du prix du service ou de celle de la tarification. En d'autres termes, des recherches en sciences sociales menées en amont permettraient d'optimiser les chances de réussite de certains programmes. La demande d'expertise est donc en forte augmentation. Le financement de telles recherches est légitimement d'ordre public.

#### **Projets de développement et recherche : l'exemple du sida**

En vingt ans de lutte contre le sida, la recherche et les activistes ont permis de faire des avancées considérables, dans le domaine des traitements anti-rétroviraux (ARV) notamment. Les décisions de santé publique sont également des résultantes de la recherche sur le sida, à l'instar du programme mondial « 3 by 5 »<sup>24</sup> de l'OMS. Les conclusions de la recherche permettent d'avancer des arguments scientifiques irréfutables. Plus concrètement, la recherche a ainsi légitimé la diffusion des ARV, après avoir fait tomber, grâce aux conclusions de programmes de recherche, les préjugés sur les problèmes de faisabilité, d'efficacité et d'observance. Parallèlement, pour les génériques, la recherche a levé les appréhensions relatives à leur efficacité et les blocages politiques. La recherche peut donc apporter des réponses et des outils techniques d'aide à la décision aux autorités. Parallèlement, il faut que les programmes soient reconnus, intégrés par les acteurs, et s'inscrivent dans le long terme. Il ne peut donc pas s'agir d'un saupoudrage de ressources. Dans le cas du sida, les actions de développement sont plus efficaces lorsqu'elles sont menées de concert avec les actions de recherche, car dans la pratique les projets de développement mobilisent de la recherche. Ainsi, en 1998 le Gouvernement sénégalais s'est rapproché de l'IRD pour écrire un programme dans le cadre de l'amélioration de l'accès aux ARV. MSF a également participé à l'opération en fournissant les médicaments dans le cadre de la recherche et en vue d'assurer la continuité de la prise des traitements une fois le programme achevé. L'ANRS a apporté un financement sur un plan large comme le dépistage. Ce programme est passé d'une initiative d'envergure locale à une dimension sous-régionale africaine.

<sup>23</sup> Jean-Michel Debrat, directeur général adjoint de l'AFD, « Pour une politique européenne de développement », Working paper de la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2006.

<sup>24</sup> L'objectif est de contribuer à l'extension de l'accès au traitement ARV afin d'atteindre le nombre de 3 millions de personnes sous traitement ARV dans les PED à la fin de l'année 2005, et d'accélérer simultanément les activités de prévention du VIH, conformément au Plan OMS de lutte contre le VIH/SIDA, janvier 2004 – décembre 2005.

## Une recherche impliquée

La RpD est, on l'a dit, plus qu'une recherche appliquée qui ne relèverait que de la transposition des résultats de la recherche du «Nord» dans le «Sud», elle est une recherche impliquée.

Pour l'analyse de la nature de la RpD - et son évaluation, il convient de bien mesurer la distinction entre trois notions : les produits (outputs), les effets (outcomes) et les impacts. Les produits représentent le résultat direct d'une recherche, c'est-à-dire les connaissances formalisées (publications...). A l'opposé de cette notion se trouve la notion d'« impacts » (par exemple : les connaissances produites se sont traduites par une action concrète sur le terrain et ont influencé le développement local). Entre ces deux concepts se trouvent les effets, produits de la recherche déjà insérés dans un processus de développement : le « *capacity building* » (une activité de RpD a pour objectif de faire émerger des capacités de recherche autonomes et en rapport avec les problématiques locales)<sup>25</sup> ; la production et la mise à disposition des connaissances appropriées aux utilisateurs des résultats de la RpD.

Il faut avoir le souci de transformer les résultats de la recherche en un produit fini appropriable par les différents acteurs en mesure de les valoriser. Il est indispensable de ne pas dissocier le champ de la recherche des autres domaines du changement économique et social, d'où l'idée d'un continuum de la recherche fondamentale à des travaux d'expertise, en passant par une recherche appliquée et toute autre forme intermédiaire. La RpD doit mettre en avant des innovations appropriables, qu'elles soient conceptuelles, méthodologiques ou pratiques. Le *knowledge management* (gestion des connaissances) est un concept important pour la RpD en ce qu'il met en avant l'accès et l'appropriation du savoir par les acteurs, la valorisation et l'importance des filières reliant les chercheurs aux autres acteurs. La question des relations entre la science et la société se pose avec acuité dans la plupart des pays développés. Elle est tout aussi majeure dans le reste du monde et dans les pays en développement, en particulier : diminution des étudiants dans les filières scientifiques, défiance vis-à-vis de certaines avancées des sciences et des techniques, aspiration à une plus grande participation aux choix sociétaux dans le domaine de la recherche, etc. Au regard du rôle de la science, des nouvelles technologies et des problématiques de qualification, dans le processus de développement, cette exigence va s'accroître à l'avenir. La RpD doit l'intégrer dans ses fonctions en se donnant la possibilité d'être innovante, par des alliances avec des organisations non scientifiques ou moins scientifiques, mais plus expertes en valorisation et mise en œuvre des résultats de la recherche.

## 4. La RpD et la compétition scientifique

La RpD apporte sa contribution aux grands enjeux scientifiques du moment et des décennies à venir. Contrairement à une vision souvent répandue de la recherche finalisée, il ne s'agit pas d'une recherche au rabais. « Une recherche orientée vers la sécurisation alimentaire, l'amélioration de la santé des populations des pays du Sud ou la durabilité des options de développement tant rural qu'urbain par exemple, ne se restreint pas à des réponses techniques. Elle renvoie à des questions de portée plus générale, relatives à la pertinence des différents choix de développement, à la disponibilité et à l'accessibilité des ressources, à la diffusion des savoirs comme à la prise en compte des contextes culturels et politiques locaux. Une telle recherche est par conséquent appelée à mobiliser conjointement des disciplines diverses, tant naturalistes que sociales, et selon un principe de complémentarité<sup>26</sup> entre recherche fondamentale et appliquée. »<sup>27</sup>

L'expertise présente en France est reconnue, notamment grâce aux actions de l'IRD et du CIRAD. Reste toutefois à l'intégrer dans une approche internationale. Dans un contexte d'accélération rapide des connaissances, la compétition internationale s'exacerbe. En même temps, la reconnaissance de l'acquisition de connaissances comme bien public global incite à la coopération internationale. Dans ce contexte ambivalent de compétition exacerbée et de montée des coopérations, la position des pays en développement est sensible : la domination scientifique du «Nord» et, dans une moindre mesure, des grands pays émergents s'intensifie. Plus de 80 % des publications scientifiques répertoriées et des investissements mondiaux en recherche-développement émanent des États-Unis, d'Europe et du

<sup>25</sup> La question est de savoir si nous avons contribué à nous rendre dispensables dans ce domaine.

<sup>26</sup> Plutôt que de « complémentarité », il conviendrait sans doute de parler de continuum entre recherche fondamentale et recherche appliquée.

<sup>27</sup> Rapport des Etats généraux de la recherche, novembre 2004.

Japon. La concentration des brevets est encore plus forte. L'Afrique subsaharienne comptait pour 1 % de la production scientifique mondiale en 1960, 0,3 % en 1995 et 0,1 % en 2001. La coopération scientifique entre pays leaders et pays en développement est donc d'autant plus nécessaire. La formation est un point important, un véritable enjeu pour les pays du continent africain notamment, pour l'usage de l'aide venant des pays du «Nord». C'est par la formation, initiale et continue, que les pays décèlent, abordent, analysent les problèmes qui les minent. Par la formation par la recherche et pour la recherche, la RpD est susceptible de limiter le fossé «Nord-Sud» quant aux capacités scientifiques, d'où l'importance des infrastructures de recherche implantées localement, de la participation des chercheurs du «Sud» aux programmes, de la gestion de l'accueil des chercheurs et de la régulation du *brain drain* exercé par les institutions du «Nord», publiques ou privées.

Parmi les évolutions récentes, il faut citer la stratégie d'implantation chinoise, méthodique et efficace. La Chine s'investit dans le développement africain immédiat en soutenant par exemple la construction des équipements publics<sup>28</sup>. Plus généralement, la montée en puissance des BRICs<sup>29</sup>, confrontés à leur propre immensité, à la gestion durable de leur croissance, est bien entendu un élément important pour le positionnement de la recherche dédiée au développement. Le sens du partenariat change : les échanges deviennent nécessairement paritaires ; ces pays peuvent devenir des relais vers des pays moins avancés de la région ou de la zone d'influence (d'où la nécessité, plutôt que d'analyser les interactions «Nord»/«Sud», de considérer les actions entre tous les pays) ; ils sont aussi un terrain de recherche pertinent sur les enjeux d'une croissance durable (maîtrise de l'urbanisation, évolution des inégalités, préservation des ressources naturelles et des milieux, etc.) ; pour une recherche dédiée soucieuse de contribuer à la politique extérieure des pouvoirs publics, ces pays sont enfin des zones à investir.

La compétition scientifique, technologique et politique se situe de fait de moins en moins entre les États européens et de plus en plus entre l'Union et les autres grandes puissances industrielles (États-Unis, Japon) ou émergentes (Chine, Inde). Au niveau européen tendent à se constituer des équipes de recherche fortes, « multinationales », mettant en synergie des moyens humains et matériels importants. Dans ces circonstances, les rivalités et compétitions qui se jouent encore au niveau national appartiendront sans doute bientôt au passé.

Constituer des équipes de recherche fortes capables de rivaliser avec les autres grandes puissances scientifiques de la planète ne concourt pas seulement à l'objectif de rester dans le groupe de tête des puissances et de favoriser la croissance économique. C'est peut être, de manière plus fondamentale, le moyen de continuer à peser sur la marche du monde et de se faire entendre sur la scène internationale sur tous les grands enjeux qui concernent l'avenir de la planète. Ceci est aussi vrai pour les équipes qui se consacrent à la recherche pour le développement.

## **5. La dimension partenariale de la RpD**

Incertain dans le concert européen et international, le concept de recherche pour le développement est-il plus clair chez nos partenaires ? Quelles sont les cibles ? Y a-t-il une demande en la matière et comment se construit-elle ? Il est toujours dangereux, pour un dispositif, quel qu'il soit, de considérer *a priori* qu'il répond sans conteste à une demande. Plutôt que de se contenter d'une présomption d'adaptation de l'offre à la demande, ces deux termes et leur correspondance doivent être considérés pour eux-mêmes.

### **La collaboration scientifique**

Le consensus se fait sans doute sur un point : la recherche ne peut être décidée exclusivement depuis Paris. Il faut que la recherche se fasse « avec » les pays partenaires, non pas « pour » eux ou « sur » eux. L'attention à la demande des partenaires et aux procédures susceptibles de l'informer est l'expression d'un changement de paradigme. « Sans doute n'est-il pas inutile de rappeler que le virage d'un modèle de recherche paternaliste vers un modèle partenarial bilatéral est engagé depuis

<sup>28</sup> « Ma seconde remarque concerne un acteur nouveau dont le rôle est en train de devenir considérable dans beaucoup de pays africains, c'est la Chine, dont on ne sait si elle aide le développement dans l'immédiat et le tue à moyen et long terme. En tout cas, une réflexion approfondie sur la relation de la Chine à l'Afrique et ses conséquences en termes de développement me paraît très urgente. » (Charles Josselin, audition HCCI du 31 mai 2007)

<sup>29</sup> Acronyme désignant le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine



longtemps, et que si la formation des communautés scientifiques des pays en développement reste du domaine de la recherche pour le développement, c'est bien précisément parce qu'il n'y a pas d'échanges scientifiques possibles sans interlocuteurs qui en maîtrisent les contenus. »<sup>30</sup> Le conseil d'orientation de l'Agence a placé à l'unanimité cet objectif en première ligne.

Au-delà, la réalité de la « demande » des partenaires (en termes de programmation scientifique, de pertinence de la recherche, de modalités pratiques de mise en œuvre de ces programmes et de formation) demeure un sujet extrêmement discuté. Deux approches s'opposent. La première tend à considérer que la demande s'impose d'elle-même par la réalité et l'ampleur des problèmes qui se posent : l'alimentation, la santé, l'eau, etc. Dans cette hypothèse, les programmes de recherche, parce qu'ils auraient été pensés et conduits dans ce sens, permettraient d'apporter des réponses efficaces aux défis concrets posés par le développement. C'est parfois le cas. La seconde approche considère que ce sont les chercheurs qui posent les questions de recherche et non pas la « demande » et qu'il ne faut rien attendre de bon de cette dernière. À défaut d'une « demande de recherche », c'est un processus interactif de construction qui est à l'œuvre plutôt que la formulation d'une offre et d'une demande.

La variété des situations dépend en partie du niveau de développement de la recherche et des institutions dans le pays considéré. Les systèmes de recherche dans les pays en développement sont soit balbutiants, soit dégradés, notamment dans certains pays africains. Pour qu'il y ait un réel essor de la recherche, il faut en premier lieu que les gouvernements eux-mêmes s'y intéressent et s'y attèlent. Le concept de collaboration internationale doit prendre le pas sur celui de coopération scientifique, qu'il s'agisse de partenariat avec des pays riches ou pauvres. La recherche a longtemps été considérée par les pays du « Sud » comme un moyen de contribuer au développement. Les indépendances successives liées à la décolonisation ont mis en avant la recherche et les sciences comme des moyens de s'affranchir intellectuellement et culturellement des grandes puissances. Aujourd'hui, cette idée que la science ou la recherche peuvent résoudre les problèmes liés au développement est contestée. En effet, dans certains pays, les cultes en place et les mouvements sociaux construisent une défiance à l'égard de la science elle-même, souvent assimilée à une production culturelle exogène et regardée comme partie prenante de l'acculturation des sociétés.

Il apparaît que le modèle utilisé pour structurer l'appareil de recherche dans les pays du continent africain n'est en outre souvent pas le bon. Les institutions de recherche sont isolées et très orphelines de la société civile. Paradoxalement, ces institutions sont encore plus éloignées des conditions de la réalité de leur pays que les institutions du « Nord » dédiées au développement. Souvent, pour acquérir une reconnaissance internationale, les chercheurs du « Sud » se doivent de réaliser des recherches plus fondamentales, plus théoriques, déconnectées des besoins locaux. Le départ des chercheurs de leur pays d'origine ajoute à la dégradation du système de recherche. Il est difficile de les maintenir dans des conditions médiocres de production scientifique. Les plus brillants sont accaparés par les grandes institutions internationales. Dans bien des cas, les chercheurs du « Nord » sont donc au mieux dans un processus de co-construction de leurs objets de recherche avec leurs partenaires. Dans le « pire » des cas, les programmes et projets de recherche sont menés en toute indépendance de la demande locale, qui, il est vrai, est parfois très hypothétique<sup>31</sup>.

Il s'agit dès lors de construire un dispositif de mise en œuvre d'une ingénierie nouvelle de la coopération scientifique illustrative de la nouvelle géographie de la RpD, de participer au développement scientifique dans des pays dépourvus partiellement ou totalement d'appareil de recherche et d'aider les communautés scientifiques isolées à rentrer dans les réseaux internationaux en restant fidèles à leur culture, sans rien renier. C'est en participant à des recherches communes dans le cadre de thèses en cotutelle que les jeunes chercheurs se familiarisent avec les pratiques de la recherche au Nord, tout en restant reliés au dispositif d'enseignement supérieur et de recherche de leur pays d'origine.

---

<sup>30</sup> Synthèse du Comité d'organisation des États généraux de la Recherche Nord-Sud.

<sup>31</sup> Quel que soit le partage des responsabilités, dans l'Audit stratégique de l'IRD, à l'issue d'un diagnostic qualifié de « largement positif », Alfred S. Traore déplore l'inertie de l'organisme en la matière : « L'Institut, dans ses relations avec ses partenaires du « Sud », a cependant très peu évolué depuis sa création. Jusqu'ici, dans la plupart des pays, il arrive, s'installe avec ses programmes de recherche et ses moyens, sans se préoccuper parfois du fait que les mêmes programmes sont conduits par des équipes locales. »

## **Conforter les efforts de structuration de la recherche**

Parmi les PMA, la situation d'urgence constante et la désorganisation éloignent toute possibilité de programmation. Pour plusieurs interlocuteurs, chaque pays devrait pourtant s'efforcer de mettre en place un plan national de la recherche<sup>32</sup>, sans ingérence du «Nord» (sauf éventuellement pour la phase de mise en application). Cela permettrait de limiter le poids des bailleurs de fonds dans la définition des objectifs.<sup>33</sup>

L'idée de régions de recherche en Afrique est aussi avancée, dans la mesure où il y a de nombreux enjeux communs entre certains pays d'Afrique. Certaines problématiques comme le paludisme n'ont pas de frontières, il est donc légitime de les placer au cœur du débat de la recherche africaine. La création des régions de recherche permettrait d'atteindre une masse critique de chercheurs, avec un partage des tâches, des connaissances et des ressources humaines. Il est donc nécessaire de se rapprocher des initiatives locales pour définir les priorités, de mettre en place la régionalisation afin d'atteindre une masse critique pour le traitement de questions, et de sensibiliser les décideurs politiques sur le rôle et la place de la recherche dans le développement. En cette matière, la logique scientifique doit être le critère de définition de l'aire géographique concernée (plutôt que de considérer la logique politique ou l'aire linguistique). Les BRICs sont désormais des partenaires de recherche intéressants, non seulement pour eux-mêmes du fait de la bonne structuration de leur système de recherche et de leur capacité d'accueil de chercheurs étrangers, mais également en ce qu'ils constituent une plate-forme facilitant l'approche régionale du développement.

## **Être à l'écoute des partenaires de la programmation**

Les interlocuteurs institutionnels en mesure de préciser la demande potentielle couvrent une large palette. On y retrouve les ministères de tutelle, des opérateurs de la recherche ou de ses utilisations (AFD, ONG, secteur privé, etc.) ainsi que les institutions partenaires (pouvoirs publics, universités, centres de recherche, opérateurs, etc.). La nature et la réalité de cette demande est extrêmement diverse. Quel que soit le thème de la recherche, la problématique reste la même : quels sont les souhaits, non pas des seuls gouvernements mais des acteurs de la société ? En particulier, les préoccupations les plus audibles, ne sont pas celles des plus démunis et des classes moyennes « basses », mais plus souvent celles du développement économique de l'État, insuffisamment représentatif de l'intérêt général. L'attention portée aux groupes de « Community Based Organisations », aux organisations professionnelles, aux différentes formes d'organisation et d'expression de la société qui émergent ces dernières années, est certainement une clé de la compréhension des besoins des différents groupes sociaux, laquelle nécessite d'ailleurs d'aller au-delà de la simple écoute. La problématisation des situations n'est pas la moindre contribution de la recherche.

Pour cela, l'immersion des chercheurs dans le tissu local est une première réponse pour contribuer à l'analyse pertinente des besoins. Ensuite vient la double question de la présence, dans les pays, de centres de recherche avec des équipes compétentes et de la collaboration à établir avec eux.

Les opérateurs de recherche doivent aussi se préoccuper de faire le lien avec les opérateurs du

---

<sup>32</sup> Au Burkina, un plan a ainsi été mis en place en 1995. Celui-ci impliquait la participation de l'ensemble des ministères concernés. Une fois le programme adopté, les propositions ont été faites aux bailleurs de fonds. Ainsi, les programmes sont montés en amont, ce qui permet d'éviter les pressions et les orientations par les seuls financements. On a vu au Burkina des négociations avec des experts de la Banque Mondiale ne pas aboutir parce que les objectifs de chacune des parties ne coïncidaient pas. Le Burkina accueille la coopération de nombreux pays du «Nord» : Canada (secteur primaire) ; Pays-Bas (agriculture et place de la femme) ; France (toutes dimensions) ; États-Unis avec le Millenium Challenge ; Allemagne (archéologie et culture) ; Suède (agriculture et éducation) ; de plus en plus, émergence de la Chine et Taiwan sur les questions de l'agriculture notamment. Parallèlement, à l'intérieur du pays, on remarque que chaque partenaire du Burkina a un territoire d'intervention de prédilection, sorte de régulation géographique de l'aide.

<sup>33</sup> Dans les universités du «Sud», la recherche fondamentale n'existe souvent pas en tant que telle. Les bailleurs de fonds internationaux sont les principales sources de financement, ils exigent une forme de mise en application des sciences pour faire face aux besoins de la communauté. Pour la recherche de pointe, les bailleurs font appel aux pays du «Nord». Les priorités de la recherche au «Sud» sont clairement celles des bailleurs de fonds. Elles sont fixées dès lors que les fonds arrivent dans les laboratoires.

développement, l'AFD en particulier<sup>34</sup>. Sauf à s'accommoder d'une production scientifique parfois jugée dispersée et inaccessible, il faut couvrir le besoin de chercheurs « passeurs de savoirs », capables de conduire une véritable activité de « lobbying scientifique » auprès de ces partenaires opérationnels et de répondre à leurs préoccupations d'adapter au mieux leurs actions par une étude préalable des contextes d'action et l'évaluation des impacts. D'où l'importance de la création d'un espace de débats et d'échanges permanents entre les opérateurs de recherche et les opérateurs de l'aide au développement, dont en particulier l'AFD, pour développer la perception des problèmes concrets des opérateurs du développement et une plus grande réactivité des milieux de recherche, qu'il s'agisse d'engager de nouvelles recherches prenant en compte les questions des opérateurs du développement ou d'orienter celles en cours.

« Les fondations privées constituent aujourd'hui une novation substantielle. Outre celles du type *Bill and Melinda Gates*, une nouvelle génération de fondations émerge, dans l'esprit de la *venture philanthropy* : elles investissent au profit du secteur privé local avec des exigences éthiques, sociales et environnementales élevées. Ces petites fondations recyclent les grandes fortunes nées de la génération Internet. Ce courant, qui est moins bien repéré, draine pourtant plusieurs centaines de millions d'euros par an. L'AFD souhaite s'y associer, dans une logique de co-investissement et de partenariat. » (Jean-Michel Sévérino)

La RpD française est loin de travailler en « vase clos ». Néanmoins, l'approfondissement de la socialisation et de l'internationalisation de sa programmation, dont il ne faut pas sous-estimer la difficulté, doit constituer un engagement de cette stratégie renouvelée.

#### Les fondations leaders de l'aide au développement dans le monde.

Fondations américaines	Principales activités (hors celles menées aux USA)
Bill and Melinda Gates	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Révolution verte en Afrique et protection de la biodiversité ;</li> <li>- Diffusion des technologies ;</li> <li>- Santé : recherche, accès aux soins et prévention sur sida, paludisme, tuberculose, santé néonatale et infantile et santé reproductive (+ maladies moins médiatisées comme la trypanosomiase).</li> </ul>
Ford	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gouvernance, injustice, pauvreté, coopération internationale dans le monde.</li> </ul>
W. K. Kellog	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Afrique du Sud : Renforcement des capacités de leadership et des communautés, et développement des organisations et des institutions ;</li> <li>- Amérique Latine et Caraïbes : Promotion du développement régional et gouvernance.</li> </ul>
MacArthur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Droits de l'Homme et justice (Mexique, Nigeria, Russie) ;</li> <li>- Paix et sécurité (Chine, Asie du Sud et de l'Est) ;</li> <li>- Développement durable (Asie, Afrique, Amérique latine) ;</li> <li>- Population et santé reproductive (Inde, Mexique et Nigeria)</li> <li>- Education (Russie et Afrique)</li> <li>- Financement de recherche pour le développement</li> </ul>
Rockefeller	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion des innovations pour le développement (fonds pour les chercheurs, innovateurs...) ;</li> <li>- Soutien à la diffusion et à l'accès aux innovations pour la réduction de la pauvreté ;</li> <li>- Révolution verte en Afrique ;</li> <li>- Changements climatiques ;</li> <li>- Pandémie.</li> </ul>

Sources : sites internet *Foundation Center* ; fondations Kellog/ Rockefeller : Rapports d'activité de 2005  
Fondations MacArthur et Gates : Rapports d'activité de 2006.

<sup>34</sup> Ce qui vaut pour les opérateurs nationaux de l'aide au développement vaut aussi pour les organisations intergouvernementales. La recherche déployée au sein de la Banque mondiale a ainsi trois fonctions : un rôle de plaidoyer, un rôle d'aide à la prise de décision et enfin un rôle lié à l'assistance technique des pays clients de la BM. La recherche fondamentale est ici nécessaire tant pour l'accumulation des connaissances, participant au rôle de plaidoyer, que pour attirer des universitaires de renommée internationale.

Aujourd'hui, le défi de la RpD est d'abord de convaincre : convaincre les chercheurs de l'utilité de la relation au politique et convaincre les acteurs politiques et du développement de l'utilité de la recherche.

Il existe aujourd'hui un relatif consensus au niveau international pour admettre que l'humanité se trouve placée face à des enjeux environnementaux, alimentaires, sanitaires, économiques, politiques et sociaux de dimension planétaire (réchauffement climatique, déforestation, érosion de la biodiversité, transmission des maladies, mondialisation financière, urbanisation, confrontations identitaires, etc.). La dimension systémique des processus biologiques, physico-chimiques et sociaux exige de penser de nouvelles passerelles entre les observations conduites au niveau local et leurs conséquences au niveau global ; entre les recherches très spécialisées et leurs interrelations – à des niveaux plus agrégés - avec d'autres résultats de recherche. La RpD pourrait donc se définir aussi bien par la globalité et la complexité des champs scientifiques et thématiques couverts que par le sentiment d'une co-responsabilité au niveau international et d'intérêts partagés qui dépassent de beaucoup les enjeux nationaux ou régionaux.

Dans cette perspective, la RpD s'inscrit dans une triple logique : 1) une logique de co-responsabilité et de solidarité, 2) une logique de développement des connaissances, 3) une logique de valorisation et de partage des résultats. Au total, il ne s'agit pas d'en rester à la problématique de la pauvreté, mais de revenir à cette question plus fondamentale d'une croissance équitable et durable, y compris en termes de modèles politiques (Quelle gouvernance démocratique ?) et économiques (Quels investissements ? Quelles modalités pour la solidarité ?). L'analyse et la compréhension des mécanismes et des effets des phénomènes de dimension planétaire, la diversité et la complexité des processus à l'œuvre exigent de promouvoir des programmes coordonnés de recherche associant diverses disciplines et différents niveaux d'analyse. Ceci suppose non seulement que l'interdisciplinarité soit reconnue comme une « marque de fabrique » de la RpD, mais que celle-ci soit considérée comme une recherche internationale par nature.

Ainsi perçue et définie, l'originalité, sinon la spécificité, de la RpD se décline ainsi :

- elle suppose une mise en commun et un partage des savoirs, ce qui suppose de maîtriser la notion de « compétition » : entre chercheurs, entre labos, entre organismes, entre pays ;
- les objets de recherche et les méthodes sont collectivement définis, la mise en œuvre des programmes de recherche s'effectue de manière coordonnée entre les différents partenaires ;
- la RpD favorise (ou doit favoriser) la constitution de réseaux (de chercheurs, de laboratoires, de pays, etc.) ;
- elle trouve son origine dans l'histoire des rapports «Nord-Sud», dans leur dépassement au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, et dans la persistance des écarts de développement (entre pays et au sein des pays) ;
- elle doit désormais s'affranchir de son héritage pour se positionner dans la perspective de la mondialisation, mais aussi des interdépendances de toute nature qui en résultent et de l'impossible universalité de nos préconisations.

La reconfiguration du périmètre problématique, géographique et thématique, l'exigence de coopération internationale, la pertinence des logiques de réseaux, la nouvelle articulation avec les universités, le renforcement des collaborations avec les sphères du politique et de l'opérationnel, la dimension partenariale, les conditions d'accès aux terrains (et à tous les terrains), militent pour une organisation rénovée de la RpD. En France, la création de l'Agence participe de cette rénovation, qu'il convient aujourd'hui d'approfondir.

## **Deuxième partie**

### **Priorités et moyens de la RpD**

Face à un agenda complexe (renforcer la qualité de la programmation, gagner en flexibilité et en capacité d'anticipation, mutualiser les ressources, décloisonner et renforcer les synergies), l'organisation du dispositif français doit être repensée. Le nombre d'acteurs se consacrant à la recherche pour le développement est assurément une faiblesse : dispersion des initiatives, des discours et des implantations, redondances, concurrence, complexité des démarches partenariales, difficulté à atteindre la taille critique, sont autant d'arguments défavorables en termes de légitimation auprès des pouvoirs publics et des pays partenaires. Le fait de mettre en place une agence de programmation, d'objectifs et de moyens est une première étape en termes de rationalisation du dispositif français. Dans la ligne des orientations définies dans la loi de programme pour la recherche et dans les CICID successifs, il n'y a guère de doute que d'autres initiatives viendront, dans les années à venir, prolonger cet effort de rationalisation. Il importe de fixer le cadre de ces évolutions inéluctables et souhaitables.

#### **1. La RpD apporte sa contribution aux processus de croissance équitable et durable**

Il ne s'agit pas ici de figer la programmation dans un exercice d'inventaire. Il y a tout lieu de penser que les priorités affichées pour la RpD évolueront au fil des ans. Non pas tant, d'ailleurs, parce que les questions qui s'imposent à l'évidence aujourd'hui seraient résolues dans dix ou quinze ans, mais plutôt parce qu'elles se poseront ou seront posées de manière différente. L'enjeu, et cela vaut en particulier pour l'Agence, est avant tout de procédure : dans quelles enceintes élaborer la programmation scientifique ? Avec quels partenaires ? Quelle articulation avec les éventuels programmes nationaux de recherche, avec les grands acteurs du développement ? Comment améliorer l'insertion à l'international ? Comment la financer ?

Le socle de cette programmation est formé des priorités des stratégies française et européenne d'aide au développement, des options en matière de paix et de sécurité, de la volonté de conforter l'influence de la France en termes géopolitiques et face à la globalisation des connaissances et enfin du nouveau périmètre problématique, géographique et thématique esquissé dans cette réflexion stratégique.

En matière d'aide au développement, il est important que la France signifie à ses partenaires ce sur quoi elle concentre ses efforts (cf. infra le projet stratégique de l'AFD). Plusieurs thèmes prioritaires d'investissement se dessinent : l'agriculture pour assurer la sécurité alimentaire et faire face au défi démographique ; les migrations et l'Europe ; les leviers de croissance et de lutte contre la pauvreté et les inégalités ; la gouvernance démocratique ; la préservation des biens publics mondiaux et les questions de santé.<sup>35</sup>

Au cours de la consultation, les thèmes suivants ont été particulièrement évoqués :

Thèmes	Enjeux
<b>Santé</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• gestion des maladies infectieuses émergentes</li><li>• effets de l'environnement sur la santé</li><li>• développement des maladies chroniques dans les sociétés en transition démographique</li></ul>
<b>Changements observés dans les écosystèmes</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• utilisation des terres et couverture végétale</li><li>• composition de l'atmosphère</li><li>• climat</li></ul>
<b>Croissance démographiques,</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• développement harmonieux des villes et des campagnes comme gage</li></ul>

<sup>35</sup> Les thèmes prioritaires repérés par le DFID anglais sont les changements climatiques, la santé, l'agriculture durable, la gouvernance. Dans une moindre mesure : le capacity building, l'éducation, la croissance économique, l'information/communication, le développement des infrastructures et les changements sociaux et politiques.

<b>urbanisation, densification</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>d'un développement pérenne</li> <li>urbanisation anarchique</li> <li>accès à l'eau et approvisionnement alimentaire</li> <li></li> </ul>
<b>Migrations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>aggravation des fractures économiques et sociales et migrations</li> <li>nouvelles formes de la circulation des personnes</li> </ul>
<b>Environnement et biodiversité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>préservation du « capital biologique »</li> <li>question de la bio sécurité, associée au principe de précaution</li> </ul>
<b>Agriculture, sécurité alimentaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>dans un contexte de mondialisation et d'internationalisation des échanges, conception et organisation des systèmes productifs en agriculture et en agroalimentaire</li> <li>accès à l'eau potable des populations rurales et urbaines</li> <li>modalités d'utilisation des ressources naturelles renouvelables, terrestres comme océaniques</li> </ul>
<b>Développement économique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>rôle de l'épargne</li> <li>rôle des entreprises privées</li> <li>implication des pouvoirs publics dans la gestion des infrastructures</li> </ul>
<b>Gouvernance démocratique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>pluralisme politique</li> <li>fonction publique (démographie, chaîne de commandement<sup>36</sup>, rôle de la territorialisation, corruption)</li> <li>rapports des citoyens au politique</li> </ul>

Le principal défi de l'Agence est aujourd'hui d'organiser cette programmation dans une enceinte pertinente. L'Agence doit être le lieu où puisse s'élaborer une compréhension commune des enjeux scientifiques soulevés par les questions de développement. Tant au niveau européen que français, on ressent ce besoin d'une institution permettant de construire des orientations communes entre les communautés locales, les associations et les opérateurs, afin de faciliter une approche intégrative du développement.

#### **Royaume-Uni : une initiative renforcée de coordination gouvernementale**

Depuis 2005, le DFID s'inscrit dans une programmation gouvernementale visant à apporter plus de cohérence politique en matière de Recherche/Développement et notamment de RpD. En effet, le gouvernement a chargé le *Global Science and Innovation Forum* (GSIF) de mettre en place une stratégie nationale commune pour la participation à la R&D à l'échelle internationale. « *The government's Global Science and Innovation Forum (GSIF) facilitates cross-governmental information flows and exchange of ideas. It also co-ordinates UK participation in international science and innovation activities.* »<sup>37</sup>

Ce forum compte parmi ses participants le DFID mais également l'Office of Science and Innovation, l'UK Trade and Investment, le Foreign and Commonwealth Office (Ministère des affaires étrangères), le Department for the Environment, Food and Rural Affairs (Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales), le Department for Education and Skills (Ministère de l'éducation), le British Council, la Royal Society (l'Académie des sciences britannique), les Research Council.

<sup>36</sup> Charles Koffi Diby, *Management des services publics : retour d'expérience...des raisons d'espérer*, CEDA/NEI, 2007.

<sup>37</sup> DFID, *Annual Report*, 2007.

## 2. Vers une recherche pour le développement européenne

L'Europe est la nouvelle frontière. Le propos n'est sans doute pas très original. Toutes les politiques, toutes les organisations en mal d'avenir conçoivent aujourd'hui cette ambition en forme de planche de salut. Question double : quelle ambition européenne en matière de recherche au service du développement ? Quelle ambition européenne pour les opérateurs français ?

L'Espace européen de la recherche est présenté comme l'achèvement, sinon même la construction, du marché intérieur des organisations et des personnels de recherche, un espace de compétition et de stimulation. Plus qu'en tout autre domaine, le caractère de bien public de la connaissance et de la formation des chercheurs justifie également la dimension coopérative de cet espace européen. Au même titre que le développement durable, l'aide au développement justifie en outre que soit élaborée une stratégie européenne d'interface en matière de recherche pour le développement. Il s'agit de renforcer tout à la fois les capacités d'analyse stratégique de l'Union en matière d'aide au développement (par une meilleure perception des enjeux, l'accumulation des connaissances, le rapprochement des points de vue intra-européens), ses capacités d'intervention sur le terrain et d'influence dans les enceintes multilatérales.

L'agrégation des moyens à l'échelle de l'Europe modifie l'économie de la recherche au service du développement. Mutualiser les implantations permet d'étendre le périmètre des partenariats, éloigne les adhérences historiques. La recherche pour le développement a aussi besoin d'équipements lourds, d'infrastructures et de plates-formes scientifiques performantes : ces investissements se conçoivent mieux à l'échelle de l'Union. L'Europe a su développer des programmes de coopération avec des pays en développement. Dès le 1<sup>er</sup> Programme cadre de recherche et développement technologique (PCRD), en 1982, un volet était dédié à la science et aux techniques pour le développement (STD). Jusqu'au 6<sup>ème</sup> PCRD, ce programme dénommé Coopération Internationale (INCO) à partir du 4<sup>ème</sup> PCRD, a soutenu près de 4000 projets ou réseaux de recherche avec des pays tiers, en majorité des pays en développement. Des programmes ont également soutenu la formation de jeunes scientifiques (le programme Alpha par exemple). Les programmes communautaires n'ont en revanche que peu développé les infrastructures sur place. Cet objectif, plus spécifique aux politiques de développement ou de relations extérieures, n'a pas été considéré comme prioritaire avec les pays en développement (pas de référence dans les accords de Cotonou et dans le 9<sup>ème</sup> Fonds européen de développement, le FED), et plutôt rarement avec les pays émergents. La signature d'accords scientifiques et technologiques entre l'Europe et de nombreux pays tiers n'a eu que peu d'impacts sur la structuration de la coopération scientifique.

Avec le 7<sup>ème</sup> PCRD, la coopération internationale est en recul total. Elle ne fait plus l'objet de programme encourageant de façon spécifique les partenariats entre les communautés scientifiques d'Europe et des pays tiers. Elle est un sous-produit de la recherche sectorielle, mobilisée quand elle procure un avantage comparatif à l'étude de questions de recherche européenne : environnement à l'échelle de la planète, sécurité sanitaire ou alimentaire, etc. Ces thèmes permettent de valoriser les compétences assez uniques en Europe des organismes français de recherche pour le développement. Mais ceux-ci ne sont pas légitimes pour coordonner des projets ou des réseaux de recherche européens et la mobilisation des équipes des pays en développement ne constitue qu'exceptionnellement une condition d'éligibilité des propositions. Leur renforcement n'est plus un objectif. La notion de science solidaire que portaient les programmes STD et INCO a été laissée de côté au profit de la compétitivité internationale. La dispersion des initiatives n'a que peu de chances d'imposer la « recherche pour le développement » à l'agenda européen, les programmes cadres successifs le prouvent. Il ne faut pas attendre de la Commission qu'elle conceptualise la recherche pour le développement dans un cadre européen. C'est aux principaux intéressés de montrer par l'exemple ce que peut être le rôle de l'Europe, ce que pourrait être son apport. « Ce n'est que lorsqu'un consensus se sera dégagé parmi les acteurs européens que la Commission s'en fera l'écho et qu'une structuration de cette recherche dans un cadre européen pourra être envisagée. » (André Prost<sup>38</sup>)

L'insertion européenne n'est pas seulement affaire d'organisation. Elle suppose aussi une évolution de la culture des personnels. Malgré la très grande diversité des situations selon les disciplines et les acteurs, l'Europe est souvent perçue avant tout comme un « guichet », une porte à laquelle on frappe

---

<sup>38</sup> Épidémiologiste, ancien directeur à l'OMS, membre du comité d'Audit stratégique de l'IRD.

au gré des appels d'offres. Pour engager une nouvelle dynamique à l'échelle européenne, la recherche pour le développement française doit porter des initiatives pour nourrir le débat sur la nécessité scientifique, économique, sociale des partenariats internationaux de recherche et la prise en compte de cette nécessité dans les politiques de recherche, de développement, de relations extérieures et dans leurs instruments. Ce débat doit être organisé à l'échelle des politiques mais aussi à celle des grands domaines de recherche. La recherche en santé le fait à travers de grands instruments (EDCTP). La recherche agricole a pris de nombreuses initiatives à l'échelle des politiques (Initiative européenne pour la recherche agricole pour le développement lancée par la France en 1995), des programmes (réseau ERA-NET recherche agricole pour le développement, ERA-ARD, coordonné par le CIRAD pour la France) ou des acteurs (Forum européen de la recherche agricole pour le développement, EFARD, présidé par le Britanniques, GEIE Ecart, avec le CIRAD et l'IRD, réseau universitaire Natura). Ces initiatives ont besoin de relais des politiques pour trouver un écho positif au sein de l'Europe. La recherche pour le développement française doit également ouvrir ses dispositifs de recherche en partenariat aux acteurs européens et internationaux de la recherche. Ces deux fonctions pourraient être facilitées en donnant à l'AIRD une ambition européenne. Certaines agences européennes, notamment le DFID anglais, mais aussi la GTZ allemande, souhaiteraient collaborer davantage avec le dispositif français. Certains acteurs de la recherche européens sont quant à eux orphelins d'une dynamique vers les pays en développement qui n'existe plus de façon spécifique dans leur pays. L'Agence pourrait reprendre à son compte ces appels et les traduire en moyens donnant à la recherche pour le développement française une plus forte dimension européenne.

### **3. Quelques questions clés**

Ce sont des questions relatives à la réduction de la fracture scientifique, au renforcement des capacités de recherche, au soutien à la formation des scientifiques (formation diplômante, non diplômante, permanente) et à leur insertion dans la communauté mondiale comme dans les grands programmes de recherche internationaux. Relever ces défis suppose de faire des choix en termes de logique d'action auprès des pays tiers, d'implantations, de dispositif de formation et de gestion des compétences.

#### **Diversifier et rationaliser les partenariats**

L'ouverture géographique nécessaire de la RpD pour tenir compte de l'enrichissement de la thématique du développement complique naturellement la donne en termes de périmètre d'intervention. Se référer aux objectifs de lutte contre la pauvreté et concentrer l'action sur un petit nombre de pays comme le fait le DFID anglais aurait le mérite de simplifier l'exercice de définition géographique. Pour ce qui est des opérateurs français, rien d'univoque : la définition des zones de solidarité prioritaire n'est ainsi pas congruente à un zonage sur des critères de pauvreté. La RpD doit donc aujourd'hui tout à la fois s'étendre géographiquement et rationaliser ses critères d'intervention.

La logique veut que les organisations ne négligent pas leurs avantages comparatifs (l'« héritage tropical » en particulier) tout en développant des recherches là où les compétences en matière de recherche pour le développement et les priorités géopolitiques, justifient leur présence. Ainsi, c'est bien une approche globale qu'il convient de promouvoir en n'excluant ni les pays « intermédiaires », ni les pays émergents, ni les marges orientales de l'Europe (Caucase, Asie centrale, Proche et Moyen Orient), ni les portes de l'Europe que sont les divers territoires « lointains » hérités de l'histoire coloniale de l'Europe (notamment l'Outre-mer pour la France.).

La volonté de sortir du pré-carré africain ou tropical se heurtera sans doute à une objection de bon sens (« *On ne peut pas tout faire partout* »), oubliant qu'il s'agit aussi de reconsidérer notre coopération avec le continent africain. La fonction d'ensemblier de l'agence rend aujourd'hui possible ce redéploiement, par l'énoncé de priorités partagées et la mise en synergie des diverses structures de recherche françaises (établissements publics, universités, etc.). La réponse est aussi bien entendu et concomitamment européenne. Qu'elle passe par la constitution d'un opérateur à l'échelle de l'Union ou d'une alliance entre quelques uns, décidés à œuvrer en faveur de la recherche pour le développement, par le renforcement de coopérations structurées permettant de mutualiser les ressources sur des aires plus larges, rendant compte des avantages comparatifs des uns et des autres. L'exercice des missions composites de la recherche pour le développement a besoin de s'étendre pour être crédible. On ne peut plus faire l'impasse sur les pays intermédiaires et émergents.



L'Agence doit jouer le rôle de *think tank* de la politique française, demain européenne, de recherche pour le développement pour ne pas rester confiné dans un espace structuré par l'histoire et limité par les ressources de chacun.

La différenciation des pays n'est pas seulement importante en termes de géopolitique de l'action des institutions, il faut aussi tenir compte des différences considérables de capacité scientifique d'un pays à l'autre. On peut sans doute distinguer les pays dotés d'une capacité scientifique paritaire à l'exemple de l'Inde ou de la Chine, les pays dotés d'une capacité scientifique inégale géographiquement et/ou thématiquement, comme l'Afrique du Sud, la Thaïlande, le Brésil ou le Chili et les pays dotés d'une faible capacité scientifique (PMA). Ces niveaux déterminent des modes d'action et de partenariat diversifiés et adaptés :

- les premiers pays peuvent faire l'objet de projets communs d'intérêt scientifique mutuel dans un cadre bilatéral ou régional servant à la conduite de recherches ciblées. Dans ce cadre, le moyen d'action privilégié correspond aux missions de courte durée et de longue durée. L'existence d'un cofinancement bilatéral s'impose. Les projets ayant une extension régionale dans la zone du pays partenaire en direction des pays à faible capacité scientifique méritent d'être encouragés. Les bourses sont exceptionnelles. L'appui aux jeunes équipes scientifiques ne se justifie pas ;
- dans la deuxième catégorie, les projets sont définis en commun sur la base d'une demande locale et de thématiques choisies. Missions de longue durée et affectations sont déterminées selon les caractéristiques des organismes locaux partenaires. Un cofinancement bilatéral est recherché. Un appui sélectif aux jeunes équipes scientifiques est accordé. Des bourses sont mises en place avec accueil dans les laboratoires en France ;
- au niveau des PMA, les projets doivent être pilotés sur la base d'une demande locale identifiée et entrant de préférence dans une logique régionale. L'affectation est privilégiée, notamment dans la perspective de la formation à la recherche par la recherche et d'un appui soutenu aux jeunes équipes scientifiques. L'accueil des boursiers est orienté plutôt dans les pays partenaires de 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> niveaux en partenariat avec les équipes des organismes de recherche du «Nord». Un cofinancement est recherché du côté des bailleurs nationaux, européens et multilatéraux.

### **Revoir le dispositif d'implantation à l'étranger**

Si l'on reconnaît ces logiques d'intervention diversifiées, il est évident que le dispositif d'implantation sur le terrain est amené à évoluer profondément au fil du temps, particulièrement si l'on considère les possibilités de coopération entre opérateurs français et à l'échelle européenne. Le dispositif d'implantation à l'international doit refléter à la fois des priorités objectives (en termes de localisation des recherches prioritaires, d'ancrage diplomatique, de valorisation des avantages comparatifs) et une logique fonctionnelle (quels sont les partenariats moteurs ? Quel partage zonal entre les organismes de recherche français ou européens ?).

Il ne s'agit pas de mettre en place des forces ponctuelles mais bien d'intégrer à long terme dans les pays de vrais relais de l'information ayant fonction de « *stratégies locales* ».

Ces forces de représentation implantées localement doivent jouer un rôle plus affirmé :

- de mobilisation et de concertation sur place des représentants et des chercheurs de l'ensemble des institutions françaises, européennes demain ;
- d'inscription de l'action des institutions de recherche au sein du dispositif de coopération français ;
- de relation, d'une part, avec les autorités et les institutions locales chargées de la recherche et des relations internationales, d'autre part, avec les représentations françaises et étrangères, européennes et multilatérales ;
- de veille scientifique dans le pays et dans la région.

S'il y a aujourd'hui dispersion des forces, c'est aussi parce que les chercheurs sont insuffisamment mobiles (sur le plan des thématiques aussi bien que sur celui de la géographie) et réactifs face aux

demandes des tutelles ou de partenaires étrangers. Assouplir le dispositif de recherche pour le développement permettrait d'optimiser les interventions des chercheurs du «Nord». En effet, un mécanisme plus flexible, mêlant des expertises de pointe à court terme (de quelques jours à quelques mois) sur des sujets précis et des travaux de longue durée plus transversaux, accentuerait la plus-value des actions de terrain des chercheurs du «Nord». Il est probable par ailleurs qu'un tel raccourcissement corresponde mieux aux comportements et aux attentes des jeunes chercheurs.

### **Renforcer le dispositif de formation**

Un même constat associe de nombreux collègues d'universités ou d'instituts français, et les partenaires du Sud fortement impliqués : une recherche de qualité, qu'elle soit fondamentale ou finalisée, ne peut s'asseoir que sur une formation solide. A ce titre, il faut pouvoir répondre aux sollicitations concernant toutes les sciences de base (mathématiques, physique, chimie, biologie, ...), notamment sur le continent africain où les besoins restent à ce jour les plus importants. Différentes approches peuvent cohabiter, sans s'exclure : accueil d'étudiants, avec une politique de bourses et d'aide à la réinsertion ; accueil périodique de jeunes chercheurs (stages post-doctoraux, ou visites régulières sur le modèle des « junior associates » de l'ICTP à Trieste), enfin partenariats de formation, qui tendent à se développer en France et en Europe.

#### **Enquête sur la coopération des universités françaises avec les PED**

Le Haut Conseil de la coopération internationale a mené une enquête avec la Conférence des présidents d'université auprès des établissements d'enseignement supérieur pour mieux connaître leurs actions de coopération avec les PED<sup>39</sup>. Cette enquête a permis d'élaborer un recueil de 90 fiches pays, qui rassemblent toutes les actions de coopération des universités par pays. Sans prétendre à l'exhaustivité, cette étude permet de dégager des tendances générales de la coopération en matière de formation et de recherche par grande zone géographique et par pays.

1. Les PED occupent une place importante dans les relations internationales de la majorité des universités, qui ont pour la plupart une stratégie spécifique de coopération avec certains PED (67 établissements sur 74). Les objectifs des établissements sont multiples. Les plus ambitieux visent à mettre en place des coopérations ayant un impact structurant et durable sur les établissements partenaires aux plans pédagogique, scientifique et administratif. Beaucoup se préoccupent des conditions d'accueil des étudiants originaires de ces pays.

2. La démarche stratégique des établissements associe plusieurs éléments, même s'ils ne sont pas tous présents dans la démarche de chacun. Les établissements souhaitent mettre en valeur leurs domaines de compétences et centrent souvent leur coopération sur les disciplines phares, ayant un niveau d'excellence. Ils ont fréquemment le souci de répondre aux besoins spécifiques des pays dans une démarche désormais plus partenariale. Ils sont de plus en plus nombreux à concentrer leurs actions et leurs moyens sur des établissements et des pays ciblés. Les objectifs sont surtout la formation des cadres, la formation de formateurs et le renforcement des capacités scientifiques locales par la formation à et par la recherche. La formation est dominante quand la coopération s'adresse aux pays les plus pauvres et en transition ; la recherche est privilégiée dans les relations avec les grands pays d'Asie et d'Amérique Latine. Les pratiques de coopération avec les pays émergents se rapprochent de celles qui sont à l'œuvre avec les pays développés : les apports dans le domaine de la recherche sont réciproques, et les établissements partenaires offrent des possibilités d'accueil pour les étudiants et les jeunes chercheurs. Certains établissements font le choix de relations privilégiées avec les pays et les réseaux francophones.

3. La coopération universitaire avec les PED emprunte aujourd'hui des modalités nouvelles, comme le montage de partenariats internationaux et la délocalisation de diplômes de niveau master. Plusieurs établissements privilégient la formation à la recherche dans le cadre de codirections et de cotutelles de thèse, l'aide au renforcement des écoles doctorales locales, et les échanges scientifiques d'étudiants et d'enseignants-chercheurs. L'objectif est de favoriser l'insertion des jeunes chercheurs dans les réseaux de recherche internationaux et de conforter des pôles d'excellence locaux ou régionaux. Ces partenariats s'accompagnent parfois d'un appui aux laboratoires ou de la création de laboratoires internationaux, ainsi que de la recherche de synergies avec les politiques internationales des collectivités locales (Région, départements, communautés). La réponse aux appels d'offres des différentes institutions et agences nationales européennes ou internationales est une source importante de financement.

La plupart des pays du Sud offrent des formations universitaires tout à fait honorables jusqu'au niveau licence. Les besoins concernent surtout les formations spécialisées de haut niveau (masters, thèses). Les efforts actuels tendent à favoriser l'appropriation de ces formations par les pays eux-mêmes, dans

<sup>39</sup> Enquête HCCI/CPU sur les relations des universités avec les pays en développement – recueil pays et rapport d'analyse, Paris, septembre 2007

le cadre de partenariats avec les universités locales. L'idée est de permettre aux étudiants de profiter du gisement de compétences existant au Nord, tout en gardant des liens forts, scientifiques et culturels, avec leur pays d'origine, freinant la fuite des cerveaux. C'est ainsi que se mettent en place, au niveau de la thèse, des encadrements conjoints par un directeur français et un directeur du pays d'origine. Cette formation partagée doit être soutenue par un programme de bourses en alternance, incluant un financement (moindre) pour les périodes passées dans le pays d'origine. On s'oriente également vers des partenariats au niveau du master qui conduisent à un double diplôme, préparé essentiellement sur place avec interventions d'enseignants français, sans exclure bien sûr des périodes de stage dans les universités ou instituts français.

Le projet STAFAY (Statistiques pour l'Afrique francophone et applications au vivant), piloté par les universités Paris 11 et Paris 5, est à ce titre exemplaire. Ce projet est parti d'un constat : le manque dramatique, en Afrique subsaharienne, d'étudiants formés aux statistiques, alors qu'il y a urgence à développer des applications dans les domaines de la statistique médicale, de l'épidémiologie ou de la biométrie dans ces pays décimés par les épidémies. STAFAY vise à mettre en place une première année de master (M1) dans chaque pays de la région et une deuxième année (M2) dans quatre pays seulement, avec double diplôme et poursuite éventuelle en cotutelle de thèse. Parmi les autres exemples, on peut citer les masters « externalisés » ouverts en 2006 par plusieurs universités françaises, au sein des deux universités nationales du Vietnam, à Hanoi et Ho Chi Minh Ville : créés avec l'appui du Ministère des Affaires étrangères dans le cadre des « Pôles universitaires français », ces masters visent un transfert progressif de compétences vers les universités locales. Enfin, les actions menées par le Centre international de mathématiques pures et appliquées (CIMPA), créé dès 1978 et localisé à Nice, relèvent aussi de l'idée de transfert de compétence : le CIMPA organise des écoles et des colloques dans les pays en développement, et aide à la création de réseaux régionaux de jeunes enseignants-chercheurs.

Cette nouvelle démarche adoptée par la France, en faveur des doubles diplômes ou diplômes conjoints et du renforcement des compétences locales de formation, trouve un écho au plan européen. En construisant un partenariat euro-maghrébin solidaire d'enseignement supérieur et de recherche, le CAUFEM présenté dans la première partie du rapport peut impulser, grâce aux universités françaises, belges et suisses au nord et l'ensemble des universités algériennes, marocaines et tunisiennes des actions structurantes dans l'espace euro-méditerranéen au-delà du Maghreb. La Commission européenne pour sa part lance différents projets de partenariats avec les pays du Sud allant dans ce sens (programmes Tempus, Erasmus Mundus, AsiaLink avec l'Asie, Alpha avec l'Amérique du sud, Edulink avec l'Afrique...).

Par ailleurs la coopération française finance depuis plusieurs années des programmes bilatéraux pour promouvoir une coopération scientifique de haut niveau avec les pays du Sud, incluant la formation à la recherche (programmes Hubert Curien avec le Maghreb, le programme ECOS avec l'Amérique latine, le programme CORUS avec l'Afrique Subsaharienne...). Les chercheurs formés dans le cadre de ces programmes constituent une communauté scientifique sur laquelle il faudrait davantage s'appuyer pour constituer les réseaux scientifiques au Sud.

Enfin, la question du financement direct de chercheurs de certains pays en développement ne pourra pas être éludée. Cette pratique est déjà celle du CRDI canadien par exemple.

**Centre de Recherche pour le Développement International (Canada) : financer les chercheurs du «Sud»**

La loi sur « le centre de recherches pour le développement international » du 13 mai 1970 dresse le cadre de la mission du CRDI: « [...] lancer, encourager, appuyer et mener des recherches sur des problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et sociales de ces régions. »

Le CRDI finance donc l'exécution d'une *recherche appliquée réalisée par les chercheurs des pays en développement* sur les problèmes qu'ils jugent cruciaux pour leurs populations et essaie de leur apporter le soutien technique nécessaire. En partant du principe que les chercheurs et les innovateurs des PED se doivent de prendre l'initiative de produire et d'appliquer le savoir au bénéfice de leurs populations, il contribue au renforcement des capacités d'exécution de la recherche et de l'innovation dans les pays en développement.

## **Construire une politique des compétences dans la durée**

Il faut partir des questions posées par le processus de développement et évaluer les réponses que peut apporter la science dans le contexte des connaissances actuelles. Le développement soulève des questions complexes dont les réponses sont le plus souvent pluridisciplinaires et multiacteurs. C'est le cas de sujets tels que les changements climatiques, l'évolution des milieux naturels ou anthropisés, la santé, la pauvreté, la sécurité alimentaire, les migrations, etc. Les progrès de la science apportent des outils pour traiter ces questions complexes.

Prendre en compte le long terme (il faut compter un pas de temps d'au moins cinq ans) avec les questions d'implantations logistiques qui en découlent, se heurte au mode actuel de financement de la recherche qui possède une vision à plus court terme. La RpD a donc besoin d'un module d'incitation et de programmation à long terme. Dans les pôles de compétence en partenariat, les PCP, le CIRAD et ses partenaires s'engagent par exemple pour une durée de 10 ans.

La communauté scientifique française étant très segmentée, la mise en route des programmes pluridisciplinaires est souvent longue, il faut compter le temps que chacun intègre le rôle de chaque discipline. La RpD fait intervenir des compétences éloignées qui doivent nécessairement cohabiter. Il s'agit donc de s'inscrire en amont pour que chaque chercheur conserve sa discipline de prédilection tout en s'ouvrant sur d'autres domaines. La formation de compétences transversales en matière de RpD est importante pour que les chercheurs arrivent à comprendre les disciplines connexes. Les modalités de financement de la recherche doivent porter cette approche intégrative et ce souci de pérenniser les actions. A l'agence AIRD de mettre en place ou de soutenir des modalités innovantes de financement. Il est à noter qu'en matière de pluridisciplinarité, les Britanniques semblent en meilleure posture que les Français. Ils ont une vision beaucoup plus pragmatique et moins idéaliste des disciplines. Un chercheur français qui s'intéresserait à une autre discipline perdrait de son crédit alors que le changement de point de vue permet souvent de revisiter son objet de recherche.

## **4. Le rôle de l'AIRD : une contribution déterminante pour la rénovation du dispositif**

### **Conforter les principes de l'AIRD**

Le système d'acteurs français est complexe ; il n'a pas d'équivalent véritable chez nos partenaires ; il est fortement ancré dans l'histoire mais en même temps bousculé par les évolutions contemporaines qui imposent de profonds changements. Ceux-ci concernent bien entendu les organismes dédiés mais également l'ensemble des acteurs.

L'agence doit, à la fois, corriger les défaillances d'un système face aux évolutions à l'œuvre (place croissante des cofinancements, nécessaire mutualisation, logique de guichet unique, programmation, présence à l'international) et optimiser les atouts d'une « ambition française ». La recherche française est peu intégrée dans le système international pour diverses raisons. Une des fonctions de l'agence est de permettre de gagner en visibilité.

Il faut se féliciter de ce qui a été fait jusqu'à présent et saluer l'action de l'IRD et de l'ensemble des parties prenantes au lancement de l'Agence, d'avoir pris en charge ce démarrage de l'institution, dans un contexte dont les fondements n'ont pas entièrement disparu mais qui a néanmoins changé. Aujourd'hui, il faut à la fois poursuivre le déploiement de l'Agence et opérer quelques changements pour lever les contradictions qui freinent, voire empêchent, le plein déploiement de sa capacité réformatrice.

Le fait de reconnaître une certaine spécificité de la « recherche pour le développement » qui ne soit plus la recherche pour les pays pauvres et à l'occasion de cette redéfinition du périmètre, de rattacher cette partie de la recherche aux questions globales de la planète, confère à l'Agence la responsabilité de mettre en œuvre, en la précisant, cette redéfinition problématique, géographique et thématique.

Un des enjeux de la « nouvelle » recherche pour le développement est d'opérer un rapprochement entre le scientifique, le politique et l'opérationnel de manière à réduire le cloisonnement entre les trois sphères. L'Agence doit symboliser et réaliser ce rapprochement à travers sa composition, sa gouvernance et ses fonctions qui auraient besoin d'être explicitées dans une Charte. En particulier, la Charte doit expliquer en quoi l'Agence, qui ne doit pas être une structure de plus laissant intact les

fonctions de ses membres, va pouvoir progressivement, via la mutualisation, réussir le décroisement attendu.

Compte tenu de l'orientation donnée par les conclusions<sup>40</sup> du Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement du 19 mai 2005, l'IRD assure légitimement le portage de l'Agence, au moins pendant les premières années, mais doit veiller à protéger son caractère de plateforme de mutualisation inter-organismes. C'est ce que prévoit le principe de présidence tournante de l'Agence. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le ministère des Affaires étrangères et européennes, l'AFD doivent être associés à sa gouvernance.

La dimension partenariale étant consubstantielle de la recherche pour le développement, l'Agence doit l'intégrer dans ses fonctions, en particulier à travers le renforcement des capacités et les publications, comme dans ses instruments, en particulier la gestion de moyens logistiques communs.

Outre les organismes « dédiés », les autres institutions de recherche et les universités sont représentées dans la gouvernance de l'Agence. Compte tenu de sa mission non exclusivement scientifique au sens strict du terme, c'est-à-dire compte tenu de sa fonction d'interrelation entre la recherche, la décision politique et la mise en œuvre opérationnelle, l'Agence doit s'ouvrir à la collaboration avec les diverses organisations spécialisées dans une telle intermédiation, ce qui pose la question du dédoublement de l'actuel conseil d'orientation en un conseil d'administration d'une part, et un conseil scientifique d'autre part.

L'Agence doit enfin devenir une véritable agence de moyens ; c'est une condition de sa fonction d'impulsion, d'orientation et de coordination des activités de « recherche pour le développement », surtout dans une configuration, progressivement mise en place, de démultiplication des UMR. C'est aussi une condition de sa fonction d'influence à l'échelle internationale (y compris européenne). La mise en commun des moyens suppose d'en préciser les conditions de mise en œuvre et nécessite un calendrier progressif. D'autre part, le rapprochement avec l'Agence nationale de la recherche (ANR), sous une forme à définir (convention, délégation, rattachement) doit faire partie des principes énoncés et des investigations pratiques à mettre à l'étude.

Dans la ligne de ces principes, il convient d'opérer un certain nombre de clarifications quant aux relations de l'Agence avec les opérateurs de son environnement.

#### ***Deux propositions du HCCi dans l'escarcelle de l'AIRD ?***

##### ***Faire connaître la recherche pour le développement à tous les acteurs de la coopération.***

La recherche pour le développement doit se faire connaître auprès des acteurs du développement. Le Haut conseil propose de créer un portail Internet « *recherche pour le développement* » donnant accès à une base de données des coopérations scientifiques menées par les universités et les organismes de recherche dans le domaine de la recherche pour le développement, qui soit lisible et accessible en ligne par tous les acteurs de la coopération. Cette mission pourrait être confiée à l'IRD dans le cadre de sa fonction d'agence.

##### ***La communication et l'échange d'expériences avec les acteurs du développement***

L'IRD, le CIRAD et les universités devraient mettre en place une politique de communication et d'échanges en direction des ONG, des entreprises, et des diasporas, afin d'accroître la lisibilité et l'accessibilité de leurs productions scientifiques. Il convient également d'organiser le dialogue avec ces acteurs, en favorisant les échanges personnels et la connaissance mutuelle, par des rencontres périodiques, en particulier sur le terrain, au cours desquelles les chercheurs présentent leurs travaux. De tels espaces de discussions peuvent susciter de nouveaux partenariats.

#### **Clarifier le rôle « stratégique » des Ministères**

La tutelle des opérateurs est aujourd'hui exercée, conjointement ou séparément, par les ministères en charge de la coopération et de la recherche. La réforme de la coopération française a instauré l'utilisation d'outils techniques au service de la diplomatie et du développement, comme par exemple une nouvelle forme de relation partenariale avec les États. Dans ce contexte, la France a identifié ses

<sup>40</sup> « L'IRD évoluera vers un rôle d'agence de moyens et collaborera en priorité avec le CNRS, l'INSERM et les universités. »

domaines d'investissement dans les pays en développement – calés sur les OMD - et a précisé les formes de sa contribution sur des thématiques transversales (gouvernance, questions culturelles, recherche, santé, etc.). Le CICID, présidé par le Premier ministre, assure la coordination stratégique au niveau des pouvoirs publics centraux. La mise en place d'un comité de pilotage associant le ministère chargé de la coopération et le ministère chargé de la recherche qui assure la coordination et le suivi de la politique française en matière de recherche pour le développement (décision du CICID de mai 2005) constitue une autre avancée, spécifique à la RpD cette fois.

La dualité de la tutelle et les modalités de son exercice sont parfois critiquées. Le principe de double tutelle peut induire par construction une position de retrait de chacun des deux ministères. Dans le cas d'espèce, la double tutelle est un atout indispensable pour autant qu'elle s'exerce dans le champ stratégique. Mais les ministères exercent encore souvent leur tutelle en suivant le principe du « qui paie contrôle ». Les compétences stratégiques sont ainsi délaissées au profit des compétences gestionnaires. La création de l'ANR a clarifié les rôles entre la conduite de la politique et la programmation de la recherche. La création de l'AIIRD devrait aujourd'hui conduire le ministère des Affaires étrangères à reconsidérer la gestion des crédits incitatifs (FSP), et l'ANR à lui confier des programmes dédiés à la recherche avec les «Sud».

La distinction entre les fonctions stratégiques et les fonctions d'opérateur suppose aussi de conforter les outils de la relation d'agence (routiniser les exercices d'élaboration des orientations stratégiques, consolider les supports de programmation, améliorer le système d'information partagé et les dispositifs d'évaluation) et de le faire à l'échelle pertinente (en situant demain au niveau de l'agence AIIRD l'élaboration du contrat d'objectifs avec les tutelles).

### **Trouver une articulation plus satisfaisante avec l'AFD**

Pour nombre d'interlocuteurs, la répartition des tâches entre les administrations centrales et l'AFD, entre la tutelle et son opérateur principal de l'aide au développement, n'est pas pleinement cohérente, l'AFD étant de fait devenue un des principaux lieux d'élaboration des stratégies en faveur du développement. Le transfert de compétences<sup>41</sup> effectué vers l'AFD est jugé par certains « chaotique ». L'AFD, comme les autres acteurs, n'a pas su ni eu le temps d'en tirer toutes les conséquences. Elle est en particulier incertaine dans son rapport à l'animation de la science. La question du positionnement de l'AFD dans le système actuel et face au dispositif de RpD est posée. Elle apparaît comme une institution complémentaire des opérateurs de recherche mais l'interface à construire entre ces différents acteurs pour optimiser les actions françaises est difficile à mettre en place. Les tentatives de partenariat entre l'AFD et l'IRD sont restées sans suite, les acteurs de part et d'autre en conviennent. De même, les réflexions conjointes sur des thématiques stratégiques, prévues dans l'accord cadre signé par le CIRAD et l'AFD en août 2005, n'ont pas été réellement engagées.

Les actions de l'AFD ont besoin de l'expertise des chercheurs, on l'a dit<sup>42</sup>. C'est un apport clef de leur adaptation aussi bien aux environnements naturels et politiques qu'aux sociétés locales. Jusqu'à présent, l'aide au développement a pâti du cloisonnement des institutions françaises de recherche. Dans le dispositif actuel, l'expression des préoccupations des opérateurs du développement est particulièrement difficile. L'AFD, de son côté, ne dispose pas de moyens lui permettant de participer au dialogue en vue de l'élaboration des programmes scientifiques. Il serait souhaitable que l'AFD se range dans la catégorie des « donneurs d'ordres » et des utilisateurs de la recherche tout en continuant à participer à la formulation des questions sur le développement. Plus précisément, l'AFD

---

<sup>41</sup> « S'agissant des opérations de dons actuellement gérées par le Fonds de solidarité prioritaire, le ministère des Affaires étrangères et l'AFD interviendront respectivement dans les secteurs suivants :

- MAE : soutien à l'État de droit, à la réforme de l'État, à la gouvernance institutionnelle et financière et à la définition des politiques publiques ; soutien à la coopération décentralisée et non gouvernementale ; appui à la francophonie et à l'enseignement du français ; coopération culturelle et scientifique ; formation et enseignement supérieurs ; recherche.
- AFD : agriculture et développement rural ; santé et éducation de base ; formation professionnelle ; environnement ; secteur privé ; infrastructures et développement urbain. » Relevé de conclusions du CICID 2004.

<sup>42</sup> Les sciences humaines sont en outre un instrument important de connaissance du milieu que les acteurs de l'aide doivent utiliser et exploitent de plus en plus. Ainsi, les sciences économiques et les sciences politiques accompagnent dès à présent l'exercice de l'activité de l'AFD. Cela lui permet une meilleure compréhension des territoires d'intervention de ses missions.

doit se positionner sur deux points. En amont, elle doit répondre à l'offre qui doit lui être faite par l'Agence de participer à un travail de définition des politiques de programmation. En étant clair sur le fait que le financement de la phase de constitution de connaissances longues à construire, sur des problèmes qui ne sont pas en lien direct avec sa mission, ne relève pas des compétences de l'AFD. En revanche, devenant membre de l'Agence, l'AFD devrait contribuer au financement de programmes à la croisée de ses besoins et des problématiques de la recherche pour le développement. Cela suppose de déterminer et faire vivre les partenariats à établir avec les laboratoires, les équipes et les institutions innovantes, comme cela a commencé à se faire (DIAL, École d'économie de Paris, CERI/FASOPO, etc.) avec un rôle important de l'AFD en matière de diffusion des résultats.

Il serait pertinent de mettre en place une instance dans laquelle l'AFD puisse se retrouver, un forum élargi à l'ensemble des acteurs intéressés. L'AFD vient de le réaliser avec les ONG à travers Coordination Sud. Une démarche semblable pourrait être engagée avec les acteurs de la recherche. L'Agence IRD a ici un rôle éminent à jouer pour favoriser ce dialogue.

#### **Les quatre axes principaux du projet stratégique de l'AFD**

Premièrement, le mandat de l'Agence française de développement a été redéfini autour de trois finalités : la promotion de la croissance économique des pays dans lesquels la France intervient ; la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités ; la prise en compte des problématiques climatiques, environnementales et sanitaires globales. Ces trois priorités s'apprécient différemment selon les zones géographiques.

Deuxièmement, le champ d'intervention géographique de l'Agence a été reprécisé afin de couvrir des zones du globe plus vastes : la totalité de la Méditerranée et de l'Afrique subsaharienne (à l'exception de la Libye) ; une partie du sous-continent indien, avec l'Inde et le Pakistan ; une partie de l'Extrême-Orient, avec la Chine, la Thaïlande, l'Indonésie et bien sûr la péninsule indochinoise ; en Amérique Latine, le Brésil.

Troisièmement, s'agissant des modalités d'intervention, les tutelles demandent à l'AFD d'établir des partenariats avec les entreprises, la société civile et les collectivités locales, ainsi que d'accorder une place particulière à l'innovation financière, c'est-à-dire à la mise en place d'instruments permettant à la fois de traiter de nouveaux problèmes et de rendre les interventions de l'État moins coûteuses. Ces points contribuent à faire évoluer le fonctionnement de l'Agence.

Quatrièmement, il importe d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités institutionnelles et à accomplir un effort en matière de production intellectuelle. Le renforcement des capacités s'inscrit dans le prolongement logique et direct des changements intervenus à la suite des CICID de 2004 et 2005. Le soutien à la production intellectuelle améliore la visibilité de l'intervention de la France ; il s'intensifie d'année en année.

#### **La relation avec les organismes de recherche**

L'Agence doit recevoir le mandat de mettre en œuvre la redéfinition du périmètre de la recherche pour le développement. Les compétences liées au développement et les capacités d'ingénierie des organismes dédiés actuels seront sollicitées et certaines seront mutualisées au sein de l'agence pour contribuer à son activité. L'IRD et le CIRAD, particulièrement, doivent être des acteurs déterminants de cette logique d'Agence. Mais ils ne seront pas les seuls, des évolutions récentes encourageantes<sup>43</sup> permettent d'espérer une forte contribution des organismes « classiques » de recherche et des universités. Compte tenu des nouvelles orientations tendant à rapprocher les universités et les organismes de recherche, le domaine de la RpD apparaît un champ privilégié par sa multidisciplinarité, par l'importance de la formation et par les nombreux partenariats entretenus avec les universités du Sud.

<sup>43</sup> De part sa structuration et la présence d'un département Environnement et Développement Durable, le CNRS s'intéresse de plus en plus à cette recherche finalisée liée au développement. La participation du CNRS au Conseil d'Orientation de l'Agence montre bien une cohérence quant à l'implication de cet organisme en matière de Recherche pour le Développement. Son implication se traduit par une volonté de la direction de faire évoluer ses Relations Internationales. Dans le cas de l'étude de la biodiversité et des écosystèmes, le CNRS assume l'évolution vers une recherche pour le développement car il apparaît que les questionnements relatifs aux pays du «Sud» sont plus intéressants que ceux relatifs aux pays du «Nord». Pour mener une recherche cohérente dans les pays du «Sud», le travail avec des organismes tels que le CIRAD et l'IRD devient une nécessité. En s'appuyant sur ces organismes dédiés, le CNRS pourrait donc créer de vrais partenariats et inscrire ses programmes de recherche dans une continuité nécessaire aux résolutions des problématiques du «Sud».

L'Agence doit élaborer, par la mutualisation, des réponses systémiques et pluridisciplinaires. Le fait de dépasser les approches monosectorielles est emblématique de ce que l'Agence peut réaliser. La mise en place de programmes intégrés où les sciences sociales seront présentes dès le départ est aussi un moyen de contribuer à cette lecture des problématiques du développement orientée par la recherche de croissance équitable et durable.

Il est sans doute possible d'envisager à court terme (avant des restructurations plus amples) le dispositif français de RpD autour de deux cercles :

- le premier cercle, composé de manière contractualisée par des laboratoires, des opérateurs et des unités de recherche, acceptant d'être des acteurs privilégiés au sein du système, serait chargé de faire vivre le plan d'action de la RpD, tel qu'esquissé ici. Le but serait d'accompagner les compétences et d'élaborer des produits adaptés. Ce premier cercle d'intervenants serait ouvert au niveau de l'appartenance institutionnelle, mais fermé quant aux conditions d'accès. Ce premier cercle forme le noyau dur de l'AIRD<sup>44</sup> ;
- le second cercle serait un regroupement le plus large possible d'équipes françaises de recherche. Les équipes seraient appelées à participer ponctuellement en fonction de l'évolution des besoins des programmes. Ces acteurs opérationnels seraient contractualisés sur la base du cahier des charges de la RpD.

Sur ces bases, l'Agence doit être un opérateur de changement, de mutualisation (des implantations, des compétences disciplinaires<sup>45</sup>), de capitalisation et de diffusion des bonnes pratiques et des bons modes opératoires. Elle nécessitera la présence de personnel scientifique de qualité afin de rendre pertinente l'analyse stratégique qui en sortira.

C'est une chose de soutenir que la recherche au service du développement devrait logiquement voir ses moyens augmenter en parallèle à l'augmentation de l'effort d'aide publique au développement. C'en est une autre de raisonner à structures inchangées. Des redéploiements sont donc souhaitables. L'Europe pourrait susciter des projets d'intégration. L'intégration verticale, disciplinaire, est une possibilité ; le risque est clair : l'éviction progressive de la dimension « développement », en particulier dans sa dimension de présence sur le terrain et de formation. Les perspectives d'intégration horizontale sont limitées mais ne sauraient être écartées. L'exercice de la fonction d'agence concourt par elle-même à l'intégration horizontale.

Dans sa contribution à l'*Audit stratégique de l'IRD*, Paul Nival justifie le maintien sur la durée des deux fonctions, opérateur de recherche et agence. L'opérateur de recherche a la faculté de lancer rapidement, avec ses propres ressources, de nouvelles opérations. Par sa présence sur le terrain, il est à même de mieux identifier les besoins et les possibilités de coopération ; en outre, le circuit de décision est court ; enfin, les moyens sont en quelque sorte prépositionnés. L'agence a, quant à elle pour fonction, d'orienter une communauté scientifique plus large sur des thèmes de recherche identifiés, en agrégeant les moyens. La qualité d'opérateur de recherche est donc associée à la réactivité, à l'importance de la veille, à la connaissance du terrain, au caractère finalisé de la recherche.

---

<sup>44</sup> L'agence a vocation à devenir le lieu d'une programmation pérenne sur le sujet. Elle résout potentiellement un certain nombre de problèmes de dispersion, de cloisonnement... Le problème est qu'elle n'existe guère aujourd'hui. D'ici à ce qu'elle remplisse son office, la justification des organismes dédiés est pour partie conjoncturelle : incarner le premier cercle d'un dispositif plus large.

<sup>45</sup> Séparément, les opérateurs n'ont pas les moyens de leurs ambitions. L'IRD est ainsi parfois présenté comme un conglomérat de sous-masses critiques. Non seulement, il peut donner l'impression de faire de tout un peu partout, mais il le fait dans le cadre de structures de recherche (les UR et les US) unanimement jugées trop dispersées et sans visibilité. Sur certaines thématiques, les doublons sont manifestes et sur certains sujets majeurs, sur lesquels l'IRD a pourtant une réelle légitimité scientifique, il est largement inaudible. La première raison de cette absence tient à la taille des UR/US. L'umérisation est certes une des voies permettant d'approcher la taille critique, à condition que les enseignants-chercheurs des unités mixtes, par osmose, en viennent à investir les objets et les terrains du développement. Les rapprochements engagés par le CIRAD et l'INRA doivent conduire à renforcer ces masses critiques dans les champs de la recherche agricole.



Comme toute recherche, la RpD se nourrit de l'accumulation des connaissances progressivement produites au cours de plusieurs décennies d'observations, d'expérimentations, de mesures et d'analyses. Dans tous les domaines de la recherche appliquée aux problèmes du développement (sciences de la terre et de la vie, sciences sociales, ...) les bases de connaissances ainsi élaborées, constituent le socle fondamental d'un savoir encore largement utilisé dans les études conduites aujourd'hui pour la compréhension des processus à l'œuvre mais aussi pour la mise en évidence des changements voire, des ruptures, dans le fonctionnement des écosystèmes (catastrophes naturelles, changement climatique, déforestation, maladies émergentes, ...) ou l'évolution des sociétés.

On doit une bonne part de ce capital de connaissances à la politique des inventaires systématiques (en entomologie médicale, en hydrologie, en pédologie, en géographie de la population, etc.) conduite pendant plusieurs décennies. Les résultats de ces travaux – souvent prolongés par la mise en place d'« observatoires » permettant de mieux comprendre les processus et mieux mesurer les dynamiques – ont souvent été utilisés pour des programmes de développement voire, pour des applications sans rapport immédiat avec les objectifs de recherche initiaux. A l'IRD, parmi quelques exemples lointains mais emblématiques, on peut citer le « programme onchocercose » ou encore, la cartographie des anomalies magnétiques de l'ouest africain.

A l'heure d'une prise de conscience, aujourd'hui très largement partagée, de la dimension planétaire des enjeux physiques, environnementaux, économiques et sociaux et de leurs interactions multiples et complexes, l'existence de ce capital de connaissances et d'un important potentiel humain riche d'un savoir faire et d'expériences représente une richesse qu'il devient aujourd'hui d'autant plus nécessaire de valoriser et de développer que les interrogations et les doutes sur l'utilité sociale de la recherche cèdent désormais la place à un certain sentiment d'urgence en matière de développement durable et de protection de l'environnement. Une recherche, où, plus que jamais, l'interdisciplinarité s'impose comme étant constitutive de la RpD. C'est là l'un des arguments forts pour « réactualiser (la) spécificité » de la RpD qui, du fait même de ses objectifs et questionnements scientifiques, ne peut être conduite « qu'au plus près des terrains » ; et ce, d'autant plus que dans les pays en voie de développement, la question de la conservation, de la capitalisation et de la valorisation des connaissances se heurte encore à de nombreux obstacles.

### **Quelle évaluation ? Quel dialogue AIRD– AERES ?**

Alors que vient de se mettre en place une agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, l'évaluation des activités de recherche continue de reposer essentiellement sinon exclusivement sur le nombre des publications scientifiques, négligeant les activités d'enseignement, de gestion, d'expertise et de valorisation auxquelles on peut rattacher le développement. Une telle approche, gage d'excellence, reste insuffisante et l'AERES devra se saisir de cette inadaptation. Car la conception même de l'évaluation doit être adaptée à l'objet : il est rare de pouvoir mesurer dans le temps de l'évaluation le résultat des actions (en termes de constitution de biens publics, sanitaires ou environnementaux, par exemple). Pour cela, les acteurs de la RpD doivent avoir un discours commun sur les critères d'évaluation qui leur semblent pertinents afin d'atteindre les objectifs que se fixe la RpD.<sup>46</sup>

Raisonnement sur les outcomes a une conséquence très importante au niveau de l'évaluation de la RpD. Les acteurs de la RpD doivent revendiquer une évaluation sur ces critères, et non pas sur les outputs ou les impacts qui ne sont pas forcément révélateurs à long terme du bien-fondé d'une action de développement. Cette évaluation particulière confère à la RpD une de ses singularités.

Une des questions qui se posent en ce qui concerne l'évaluation de la recherche est aussi de savoir si elle doit viser les équipes ou les unités. Il semble plus approprié d'évaluer les équipes à condition d'avoir établi un cadre contractuel au préalable. Pour cela, il s'agit de mettre en place des indicateurs fiables mais qui sont très difficiles à cerner dans le domaine de la RpD : comment peut-on évaluer l'avancée d'un partenaire induite par un projet de RpD ? Comment par ailleurs évaluer des programmes qui échappent à la programmation des organismes ? L'exemple de l'INRA montre bien

---

<sup>46</sup> Au CIRAD, l'évaluation bibliométrique n'est pas avantageuse car la quantité des publications n'est pas une finalité en soit. Ce qui importe est la réalisation de projets opérationnels sur le terrain. Un frémissement se fait sentir dans cet organisme quant à l'évaluation de l'impact des projets. Par exemple, le projet d'élevage du Pangasius au Vietnam a été évalué en termes d'impact sur les populations. Le constat est une augmentation de la production piscicole impliquant une amélioration du bien-être des populations concernées.

cette difficulté d'évaluation. Elle n'a en effet qu'une capacité minimale de programmation qui, de surcroît, lui échappe de plus en plus au profit de financeurs comme l'ANR ou la Commission européenne.

Les organismes du programme 187 de la LOLF ont proposé un cadre pour l'évaluation de la recherche finalisée<sup>47</sup> dans lequel s'inscrivent bien ces préoccupations propres à l'évaluation de la recherche pour le développement.

\*\*

Le « champ du développement » recouvre une réalité floue et mouvante, à la fois du fait des aires concernées et de l'augmentation des écarts de développement à l'intérieur de chaque pays. Ces remarques plaident pour une réflexion en continu, de nature stratégique et épistémologique. La présence au sein des institutions d'une « *intelligence permanente* » pour analyser les changements est une nécessité. De plus, chaque institution doit se sentir concernée et responsable de cette analyse, car chacune possède des éléments de vision à mettre en commun. Comment se déterminent les enjeux prégnants dans les organisations et les négociations ? Comment faire leur place aux sujets émergents tout en préservant les problèmes chroniques (difficulté visible en particulier dans le domaine de la santé) ? Quels sont les territoires cibles pertinents ? Quelle place pour la recherche dans ce dispositif ? Quelle stratégie d'influence dans les instances de décision ?

Une telle réflexion doit être routinisée au sein des organismes et en interaction permanente avec les parties prenantes engagées dans le développement. Les think tank sont des médiateurs habituels entre la sphère scientifique et la sphère politico-administrative. Structures réactives et disponibles, ils permettent d'apporter au monde politique un éclairage d'expertise collective. Or les think tank sont largement absents du paysage français. Quel que soit le support et ce pourrait être le rôle de l'AIRD, un agenda commun entre les instituts, les universités et les opérateurs doit être établi en vue de constituer une coalition experte et réactive.<sup>48</sup>

---

<sup>47</sup> Groupe de travail « Évaluation de la recherche finalisée » - L'évaluation des UR : propositions pour la prise en compte de l'ensemble des missions et des activités de la recherche finalisée. 9 p, mars 2007.

<sup>48</sup> L'étude qu'a réalisée le HCCI conjointement avec la CPU permet de repérer dans les universités les équipes susceptibles de participer à de tels « think tanks ». *Enquête HCCI/CPU sur les relations des universités avec les pays en développement – recueil pays et rapport d'analyse*, Paris, septembre 2007 (déjà citée) ;

### ***Quelles fonctions mettre en place pour dynamiser la recherche pour le développement en France ?***

Pour que la recherche pour le développement se renouvelle en France afin de mieux répondre aux enjeux critiques nationaux, européens et internationaux d'aujourd'hui tout en valorisant les acquis du système français, il est nécessaire d'améliorer certaines fonctions ou de mettre en œuvre des fonctions nouvelles. Celles ci peuvent être décrites autour des axes suivants :

- l'animation « conceptuelle » : le concept de recherche pour le développement fait débat dans ses finalités, dans ses modalités. Il est nécessaire d'animer ce débat au niveau national et européen pour faire vivre le concept de recherche pour le développement dans un cadre analytique associant des considérations scientifiques et politiques ;
- l'aide à la décision politique : un *think tank* doit être constitué pour faciliter les échanges entre ministères et experts, qui aide le gouvernement à définir, à adopter et à faire vivre une stratégie en matière de RpD ;
- un rôle d'« Honest broker » entre acteurs : la programmation sectorielle relève du champ des organismes, comme le CIRAD et l'INRA le font dans le domaine de la recherche agricole. Les conditions d'une programmation au croisement de ces grands secteurs, conjointe aux acteurs de la recherche (organismes, universités) français, sur des thématiques multidisciplinaires et finalisées, doivent être créées ;
- la consolidation de la présence au « Sud » : la recherche pour le développement française a des dispositifs assez diversifiés de présence sur les terrains des Suds (centres IRD, PCP/URP du CIRAD, centres de recherche du ministère des Affaires étrangères, dispositifs ANRS, GDRI du CNRS, Instituts Pasteur du réseau international, etc.). L'adéquation entre ces différents dispositifs, leur coordination, leur ouverture européenne et internationale, leur pérennité doivent être facilitées ; il s'agit de mettre en place une fonction d'agence pour les infrastructures de recherche au « Sud » ;
- le renforcement des capacités du « Sud » : les actions des différents opérateurs universitaires ou de recherche français doivent être agrégées, coordonnées pour mettre en œuvre une politique concertée en faveur du renforcement des capacités de la recherche au « Sud », aux échelles nationale ou régionale ;
- l'élaboration de stratégies régionales : l'adoption de priorités conjointes en matière de coopération internationale à l'échelle des régions du « Sud » entre ministères, organismes et universités nécessite une concertation et des programmations conjointes.

Une concertation entre tous les acteurs français (ministères, organismes, universités, AFD, etc.) concernés par l'amélioration ou la création de ces fonctions doit aujourd'hui conduire à préciser celles que l'AIIRD mettra en œuvre. Ces choix conduiront à définir collectivement la valeur ajoutée de l'agence dans le paysage actuel, compte tenu des évolutions jugées souhaitables. Ils s'appuieront sur sa mission d'agence de moyens, destinée à mobiliser des moyens additionnels facilitant les synergies qui sont recherchés par ces fonctions. La charte, l'organisation et le statut devront être définis pour faciliter la mise en œuvre de ces grandes fonctions.

## **Annexe 1**

### **Composition du Comité de suivi et personnes auditionnées**

- **Président** : Pr. Bernard BOSREDON, Président de l'Université Paris-3, membre sortant du Bureau de la CPU, membre du HCCI ;
- **Vice-Présidente** : Mme le Pr. Annick WEINER, Vice-Présidente de l'Université Paris-11 Orsay, chargée des relations internationales.
- **Membres** :
  - Jean-François GIRARD, Président de l'IRD
  - Luc CAMBREZY, Directeur de Recherche à l'IRD, géographe
  - Jean-Luc CLEMENT, représentant le ministère de l'Éducation nationale (Direction des Affaires européennes et internationales et de la Coopération)
  - Didier HOFFSCHIR, représentant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Direction générale de la Recherche et de l'Innovation)
  - Jean-François GIOVANETTI, représentant le ministère des Affaires étrangères et des Affaires européennes (Direction de la Coopération scientifique et universitaire)
  - Marc LEVY, représentant le ministère des Affaires étrangères et des Affaires européennes (Direction des politiques de développement)
  - Gilles SAINT-MARTIN, Directeur des relations européennes et internationales du CIRAD

**Rapporteur général** : Stéphane LE BOULER

**Rapporteurs adjoints** : Morgane ROUAULT-MOURAINE et Louis BERANGER, IRD

### **Les personnalités suivantes ont été auditionnées de février à juillet 2007 :**

- Henri CARSALADE, président de l'association Agropolis International
- Bernard CHEVASSUS-AU-LOUIS, président du conseil scientifique du CIRAD et Directeur de recherche à l'INRA
- Alice DAUTRY, directeur général de l'Institut Pasteur à Paris
- Jean-Christophe DEBERRE, directeur des politiques de développement à la DGCID
- Patrice DEBRE, président du CIRAD et Gilles SAINT-MARTIN, Directeur des relations européennes et internationales du CIRAD
- Eric DELAPORTE, VIH/sida et maladies associées, IRD
- Bernard DELAY, directeur du département environnement et développement durable du CNRS
- Michel DODET, vice-président de l'INRA
- Pierre DUQUESNE, administrateur pour la France à la Banque Mondiale et au FMI,
- Emile FRISON, directeur général de Bioversity International,

- Jacques GODFRAIN, ancien Ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie au MAE (1995-1997)
- Michel GRIFFON, responsable sectoriel du pôle écosystèmes et développement durable à l'ANR
- Jean-Yves GROSCLAUDE, AFD
- Bertrand HERVIEU, secrétaire Général du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes
- Charles JOSSELIN, ancien Ministre délégué à la Coopération et la Francophonie auprès du MAE (de 1997 à 2002), sénateur des Côtes d'Armor et vice-président du HCCI
- Yves LE BARS, président du GRET (Groupe de recherche et d'échanges technologiques), et Serge ALLOU, directeur du GRET
- Dagnachew LEGESSE, représentant du programme "Eau" au NEPAD, Ethiopien
- Jacques PELLETIER, président du HCCI, Sénateur de l'Aisne et ancien ministre de la coopération,
- Henri ROUILLE D'ORFEUIL, président de Coordination Sud,
- Michel PIERRE, responsable de la sous-direction Archéologie et Sciences sociales du MAE
- Bernard POUYAUD, secrétaire exécutif permanent du Comité d'Orientation de l'Agence-IRD
- Jean-Michel SEVERINO, directeur général de l'AFD
- Emma SPICER, Department for International Development (Royaume-Uni),
- Yéya TOURÉ, coordonnateur de la recherche sur le paludisme à l'OMS, Malien
- Alfred TRAORE, directeur du Centre de Recherche en Sciences Biologiques, Alimentaires et Nutritionnelles (CRSBAN)

## Annexe 2

### Le Department For International Development anglais (DFID)

Le *Department For International Development* (DFID) est une agence de développement international chargée de conduire la lutte du gouvernement britannique contre la pauvreté dans le monde, dans le respect des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ses 2 500 employés se répartissent entre les deux sièges de l'organisation (à Londres et à East Kilbride, proche de Glasgow) et les centres répartis sur le globe. L'organisation du DFID a été refondue en 2002 suite à la parution de l'*International Development Act* de 2002<sup>49</sup>. Ce document attribue au DFID les compétences de distribution des fonds destinés au développement, indépendamment du circuit gouvernemental de décision.

Pour les questions relevant de la RpD, le DFID compte une trentaine de personnes employées à déterminer les besoins de la recherche et à coordonner les programmes, notamment avec les universités du «Nord» et du «Sud». Il ne s'agit pas d'un organisme de recherche mais d'un commanditaire.

#### **Cibler les plus pauvres**

Parallèlement à l'augmentation du volume des ressources, le gouvernement britannique recherche une amélioration de l'efficacité de son APD. Le DFID affiche clairement son souhait de réduire le nombre de projets et de pays financés. Il souhaite ainsi mieux cibler son assistance sur les pays pauvres. En conséquence, 90 % de l'APD bilatérale du budget intérieur du DFID ont été orientés vers les pays les plus pauvres.

Concernant les thématiques d'action, la réduction de la pauvreté à travers le monde est l'unique prérequis pour valider le lancement d'un programme. Ce critère rentre clairement dans les termes du contrat passé avec le Trésor britannique. Ainsi, il n'y a pas de « programme-pays ». Cette démarche correspond à une volonté d'indiquer que la pauvreté peut être combattue au moyen de nombreux projets.

#### **Priorités, programmation et démarches de la Recherche pour le Développement**

Quatre thèmes prioritaires de la RpD financée par le DFID ont été définis, mais tendent à évoluer progressivement ; ils consomment 2/3 de ses fonds de recherche : le changement climatique ; la santé ; l'agriculture durable ; la gouvernance. Le dernier tiers des crédits est consacré aux actions suivantes : le capacity building (of knowledge management) ; l'éducation ; la croissance économique ; l'information et la communication ; le développement des infrastructures ; les changements sociaux et politiques.

#### **Évaluation des programmes**

Un département du DFID est consacré à l'évaluation des programmes de l'APD britannique. Il est caractérisé par un haut degré d'indépendance. A ce titre, il fait notamment intervenir des consultants extérieurs. Les évaluations se font par pays (lorsque des programmes y ont été mis en place) ou sur des thématiques transversales (comme par exemple l'impact du plan d'action pour l'égalité des sexes au travers d'études menées dans plusieurs pays). Une part importante de l'évaluation est également menée au moyen de discussions avec les partenaires du «Sud» concernés. Le DFID estime toutefois avoir encore des efforts à fournir en termes d'évaluation des impacts.

#### **Le budget de soutien de la RpD du DFID est orienté vers plusieurs types de destinataires, bénéficiaires ou gestionnaires :**

- les centres de recherche et universités de Grande Bretagne ;
- le CGIAR (Consultative Group on International Agricultural Research) ;
- les partenariats public/privé. Le DFID a établi des partenariats avec le secteur privé, et tout particulièrement avec des fondations non-lucratives comme les fondations Rockefeller, Gates et Welcome Trust. Le document « Research for Poverty reduction » mentionné plus haut a déterminé les domaines sur lesquels le DFID avait tout intérêt à développer des PPP et a tout particulièrement souligné l'importance de mettre l'accent sur la santé et l'agriculture ;
- les organismes internationaux (Banque Mondiale, Union Européenne) ;
- les agences gouvernementales internationales ; Les principales agences gouvernementales partenaires du DFID dans le cofinancement sont USAID (Etats-Unis), AUSAID et ACIAR (Australie), SIDA (Suède), NORAD (Norvège), SDC (Suisse), NZAID (Nouvelle-Zélande), MOFA-ODA (Japon) ;

*les Research Council. Ce sont des agences de moyens qui soutiennent la recherche dans des domaines précis. Les Research Councils actuellement partenaires du DFID sont le « Biotechnology and Biological Sciences RC », l'« Economic and Social RC », le « Medical RC » et le « Natural Environment RC ».*

<sup>49</sup> <http://www.opsi.gov.uk/> et taper « international Development Act 2002 » dans le moteur de recherche.

### Annexe 3

#### HCCI : Définir les priorités scientifiques de la recherche pour le développement

Des programmes sur des grands thèmes scientifiques transversaux mobilisateurs devraient être lancés, les appels d'offres pouvant être confiés à l'AIRD ou à l'ANR. Ces thèmes, qui ne sont pas limitatifs, sont les suivants :

- *concernant la réalisation des Objectifs du Millénaire :*
  - la santé (3 ODM sur 8 concernent la santé): lutte contre le VIH, le paludisme et autres maladies infectieuses des milieux tropicaux (ODM n°6), lutte contre les maladies infantiles (ODM n°4)
  - l'alimentation et la nutrition (ODM n°1)
  - la santé animale
  - l'amélioration des rendements agricoles par la sélection et l'introduction de nouvelles variétés , et l'introduction de nouvelles pratiques culturales(ODM n°1)
  - l'articulation entre l'évolution des structures d'emploi et les systèmes d'enseignement et de formation professionnelle (ODM n°2)
  - l'économie et la sociologie du développement, recherche de nouveaux modèles et équilibres socio-économiques dans le contexte de la mondialisation (ODM n°10)
  - l'étude des comportements individuels des populations pour l'introduction des nouvelles pratiques (dans les domaines de la santé, l'agriculture, la gestion de l'eau...)
- *concernant la gestion des biens publics mondiaux dans les pays du «Sud»,*
  - gestion des ressources naturelles : gestion de l'eau et gestion des systèmes agro-forestiers
  - Identification des conséquences du changement climatique
- *concernant l'appui au développement durable*
  - bioénergies :biomasse et biocarburants pourraient permettre l'accès à l'énergie dans les pays pauvres des régions tropicales, en limitant par ailleurs les émissions de CO2 ( ODM n°7)
  - énergie éolienne
  - géosciences pour une meilleure connaissance et exploitation des ressources naturelles et minérales
  - protection de la biodiversité